

ÉCHO

BATI - MAT - TP

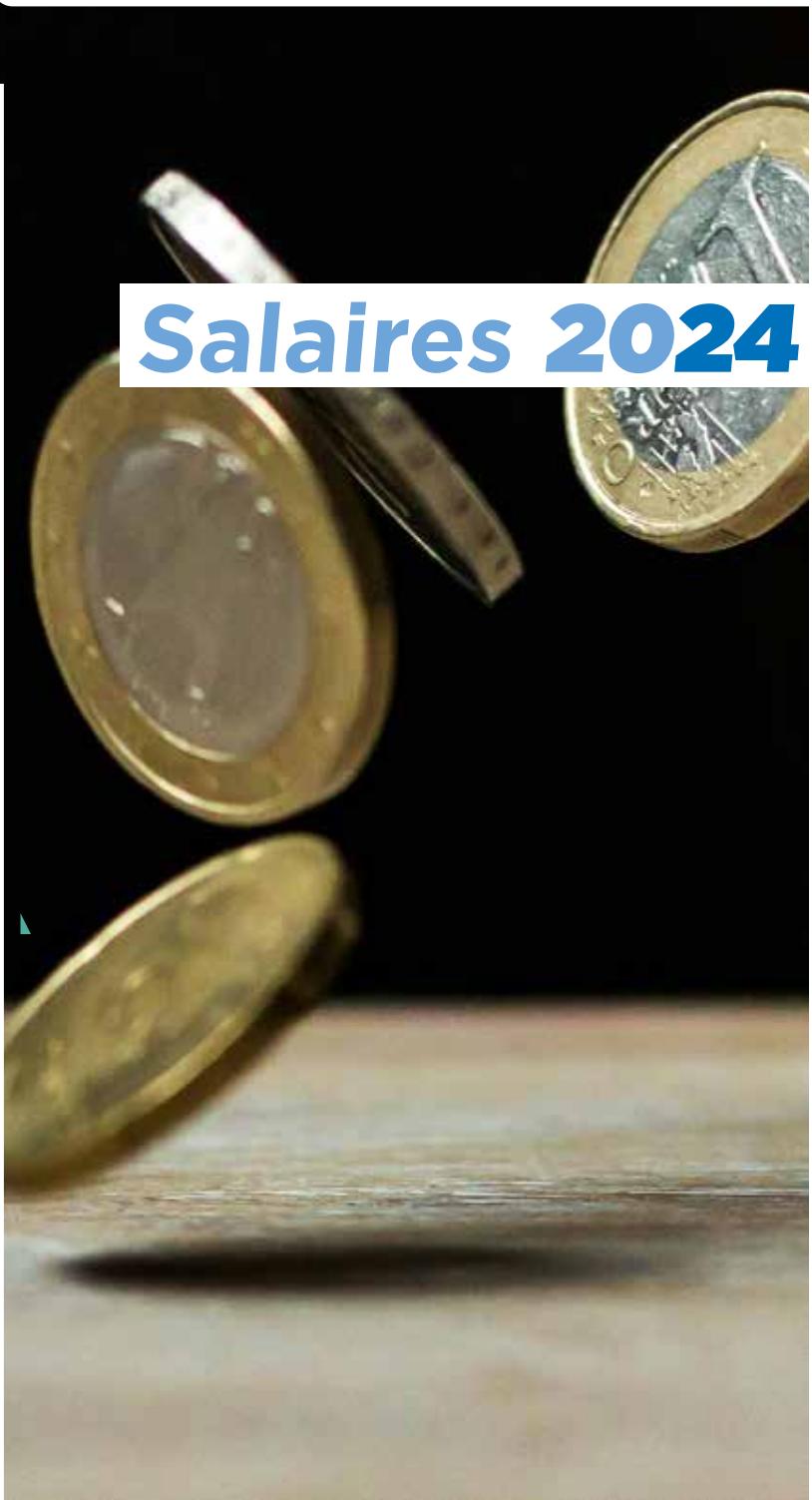


Journal d'information trimestriel de la Fédération BATI-MAT-TP CFTC - ISSN : 1955-5105

n° 98 / Numéro supplémentaire - Octobre 2024 (4e trimestre) / 0,50 €

SOMMAIRE

Comment lire les grilles	p 3
S'informer	p 5
• BÂTIMENT	
Ouvriers	p 12
ETAM	p 14
IAC	p 16
Indemnité de repas	p 17
Indemnité de transport	p 18
Indemnité de trajet	p 20
• TRAVAUX PUBLICS	
Ouvriers	p 22
ETAM	p 24
IAC	p 26
Indemnité de repas	p 27
Indemnité de trajet	p 28
Indemnité de transport	p 30
• BTP DROM	
La Réunion	p 32
Guyane, Guadeloupe	p 34
Martinique	p 35
• CARRIÈRES ET MÉTÉRIAUX	
Ouvriers, ETAM, cadres	p 36
• TIULES & BRIQUES	
Ouvriers, ETAM, cadres	p 39
• CÉRAMIQUES ET CHAUX	
Chaux	p 40
Industrie céramiques	p 41
• CADRE DE VIE	
Architectes	p 42
Économistes, géomètres	p 45
Eau et industrie & service nautique	p 46
HLM et Pact-Arim	p 48
• CIMENTS	
Matériaux de constructions	p 46
Ciments	p 47
• Bois	
Pin maritime des forêts	
en Gascogne	p 49
Fabrication de l'ameublement	p 50
Industrie des panneaux à bois	p 51
Travail mécanique du bois, des scieries, du	
négoce et de l'importation	p 53
• DIVERS	
Jeux	p 38
Info pratiques	p 54
Adhésion	p 55



DEPUIS 70 ANS AUX CÔTÉS DU BTP

Acteur de référence du BTP, nous sommes aux côtés des entreprises, artisans, salariés et retraités de ce secteur pour les protéger, les assurer et les soutenir en cas de besoin. Nous nous engageons chaque jour à proposer des services qui vous aident à avancer avec sérénité.



PRO BTP
GROUPE

ASSURE POUR DEMAIN

www.probtp.com

PRO BTP Association de protection sociale du Bâtiment et des Travaux publics régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 7 rue du Regard 75006 PARIS – SIREN 394 164 966



COMMENT lire les grilles ?

Il est important de préciser en préambule que selon le code du travail, la durée du travail effectif est le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et se conforme à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Pour bien utiliser les grilles présentent dans l'Écho BATI-MAT-TP Spécial salaires, il est important de distinguer plusieurs éléments :

- **Les salaires** : les grilles sont négociées majoritairement au niveau national. Cependant, certains secteurs, comme le Bâtiment et les Travaux Publics, négocient des minima régionaux..

Chaque grille de salaire est divisée en coefficients, niveaux, positions ou échelons (1). Cette différenciation représente la classification des postes dans un secteur donné. Votre classification et votre catégorie (ouvrier, Etam, cadre) sont indiquées sur votre bulletin de salaire.

1	A	B	C	2	Accord	3	Application	4	Extension
EXEMPLE : AUVERGNE-RHONE-ALPES 2023	39 557,00	42 625,00	43 917,00	01/01/23	05/12/22	24/03/23			

Lors d'une négociation de salaire, les partenaires sociaux peuvent signer un accord (2) et celui-ci prévoit une date d'application (3). Dans un premier temps, elle ne concerne que les entreprises adhérentes aux syndicats patronaux de la branche.

L'accord devient applicable à l'ensemble des entreprises de la branche le lendemain de sa parution au *Journal officiel* (4), il devient étendu.

A noter qu'en cas de désaccord entre les partenaires sociaux, on parle de décision unilatérale et elle ne concerne que les entreprises adhérentes.

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	6b/7	Application	Extension
EXEMPLE : BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE 2023	1,61	1,73	3,31	4,61	6,47	7,62				01/05/23	15/05/23

- **Les indemnités de petits déplacements** : quelques secteurs, comme le BTP, versent une indemnité au salarié pour ses déplacements dans une zone autour de l'entreprise. Les montants des indemnités de petits déplacements auxquels l'ouvrier bénéficiaire a droit sont ceux de la zone dans laquelle se situe le chantier sur lequel il travaille. Il est institué un système de zones circulaires concentriques. A chaque zone concentrique correspond une valeur de l'indemnité de frais de transport et une valeur de l'indemnité de trajet, le montant de l'indemnité de repas étant le même pour toutes les zones concentriques.

- **Indemnité de transport** : elle a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

- **Indemnité de trajet** : elle a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

- **Indemnité de repas** : elle a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Tous les montants indiqués sur l'ensemble de nos tableaux sont en €.

NOTRE FÉDÉRATION BATI-MAT-TP CFTC DONNE LA PAROLE AUX SALARIÉS DE L'ARTISANAT !

SALARIÉS DE L'ARTISANAT OUVREZ-VOUS À LA NÉGOCIATION !

L'APNAB VOUS EN DONNE LES MOYENS

La Fédération BATI-MAT-TP CFTC, avec d'autres partenaires sociaux, a contribué à la création de l'Association paritaire nationale pour le développement de la négociation collective dans l'artisanat du bâtiment (APNAB).

Cette association a pour objet de permettre aux salariés des entreprises du bâtiment jusqu'à 10 salariés, qui ne sont pas dotées de représentation du personnel, d'être représentés au niveau régional ou départemental dans les commissions paritaires.

Vous, salariés qui représentez la Fédération BATI-MAT-TP CFTC dans les entreprises artisanales du bâtiment, si vous souhaitez participer aux négociations, nous assurons votre formation et nous vous adresserons les informations nécessaires.

Fédération BATI-MAT-TP CFTC
251 rue du faubourg Saint-Martin
75010 PARIS



Pour recevoir une documentation complète sur nos formations dans le cadre du congé de formation économique, environnement et syndicale, merci de retourner le bulletin suivant, complété par vos soins, à l'adresse ci-dessus.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal: 1 1 1 1 1 Ville :

Tél domicile : Tél portable :

Adresse Mail :



Fédération BATI-MAT-TP

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

Nom de votre entreprise : Tél entreprise :

Adresse de l'entreprise :

S'INFORMER

- *L'inflation*

D'après le dictionnaire, on pourra lire que «l'inflation c'est l'accroissement excessif des instruments de paiement (billet de banque, capitaux) entraînant une hausse des prix et une dépréciation de la monnaie (s'oppose à déflation)».

La définition de l'INSEE est à la fois plus complète et pourtant plus obscure : «L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.)».

Il est intéressant de bien comprendre que l'inflation n'est donc pas responsable d'une augmentation de prix dont l'origine est autre que l'accroissement excessif des instruments de paiements. Dans ce cas, il s'agit juste ... d'une augmentation des prix.

L'INSEE rajoute que l'indice des prix à la consommation (IPC) est utilisé pour évaluer l'inflation en spécifiant toute fois que cette mesure est partielle étant donné que l'inflation couvre un champ plus large que celui de la seule consommation des ménages.

- *Les constats de l'INSEE*

Ces deux dernières années, l'INSEE nous informe qu'elle constate une augmentation de l'énergie de +23.10% puis de +5.6%. Elle constate aussi une augmentation de l'alimentation de 5.6% puis de 11.80% qui intervienne dans le calcul de l'inflation.

Cependant, si l'on regarde les causes qui ont conduit à l'augmentation de la nourriture, de l'électricité ainsi que du gaz, nous aimerions comprendre en quoi elles sont imputables à l'inflation.

Il est clair cependant que le résultat final donné par l'INSEE est grandement impacté par ces chiffres puisque l'inflation 2023 atteint les +4.9% contre +5.2% en 2022.

- *Augmentation du SMIC*

Le SMIC s'apprête à être revalorisé en novembre 2024 à 1801.80€ BRUT. Depuis 2021, le smic a été augmenté à minima à deux reprises chaque année. Le smic à ce stade a donc été revalorisé d'environ : 3.1% en 2024, 4% en 2023, 5.6% en 2022 et 3.1% en 2024.

L'augmentation du SMIC est devenu une nécessité pour les salariés en bas de l'échelle afin qu'ils puissent continuer à se chauffer, à profiter d'un logement et à se nourrir cependant cela ne résoud pas les difficultés que nous rencontrons et c'est bien insuffisant pour subvenir à ces besoins primaires qui ne cessent d'augmenter.

Les besoins primaires : respirer, boire, manger, éliminer, se protéger du froid et de la chaleur, être en sécurité et dormir.

Aujourd'hui, les augmentations du SMIC servent de mesure d'urgence pour permettre aux salariés les plus pauvres de vivre.

En 1983, le SMIC était de 3658.85 francs ce qui ramené à la valeur d'aujourd'hui, en se basant sur le calcul de l'inflation, nous fait un SMIC à 1439€ (Note, on retrouve le même type d'écart si l'on se base sur des salaires plus élevés.) Indexer le smic sur l'inflation aurait donc été insuffisant.



PARCE QUE ÇA
N'ARRIVE PAS
QU'AUX AUTRES !



→ www.chutesdehauteur.fr

Note, les augmentations du SMIC à ce stade reposent entièrement sur la capacité des entreprises à faire l'effort d'augmenter les employés chaque année à des taux importants. Attention notamment aux entreprises les plus fragiles : leurs revenus ne sont pas indexés sur l'inflation ...

- Le pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. Le pouvoir d'achat dépend alors du niveau du revenu et du niveau des prix.

Pour mieux vivre, il ne s'agit pas que de gagner plus mais aussi de payer moins : payer moins, ce n'est pas seulement réduire le prix du paquet de pâte au supermarché mais c'est aussi réduire les cotisations, taxes, impôts ainsi que toutes les mesures obligatoires qui sont prélevées sur l'argent que vous générerez. Il est important de comprendre que nous pouvons agir sur de nombreux points pour aider les salariés.

- La place de la France en 2024

Alors que le salaire au SMIC Brut sera bientôt de 1802.26€ brut, la valeur net ne sera que de 1426.67€.

Le montant Net, c'est la partie visible de l'iceberg au niveau du salarié et généralement c'est la seule chose que nous regardons pour définir notre pouvoir d'achat.

Il faut aussi prêter attention à ce qui est versé par l'employeur en amont tout en sachant que nous sommes ensuite encore prélevé en utilisant notre salaire.

A l'échelle de l'état, notre taux de prélèvements obligatoire aurait atteint 43.2% du PIB en 2023 contre 45% en 2022 alors que le reste de la zone euro serait autour d'une moyenne de 39.2%. (Chiffres INSEE - Poids des prélèvements obligatoires)

La France était en 2022, la championne des prélèvements obligatoire au sein de l'Union européenne devant la Belgique, l'Autriche, la Finlande, la Grèce, l'Italie, le Danemark, la Suède et l'Allemagne qui eux aussi étaient au dessus de la moyenne européenne (Source INSEE).

Lorsque l'on regarde le salaire moyen en 2023 dans le privé (40,6k€ Brut) et que l'on rajoute les cotisations versées par l'employeur en moyenne (43.7% du salaire Brut - source INSEE) alors on peut déduire que le coût du salarié moyen en France est d'un peu plus de 60 000€ pour une entreprise en tenant compte des cotisations sociales, la CSG et la CRDS.

Toujours en nous basant sur les chiffres de l'INSEE, nous pouvons à l'aide de calculs simples estimer que l'essentiel des prélèvements sur ces 60k€ que coûte le salarié moyen à l'entreprise s'applique pour moitié aux cotisations patronales et l'autre moitié au salarié incluant ses cotisations salariales, son impôt sur le revenu et la TVA prélevée lorsqu'il dépense son argent. Au final, nous estimons que le salarié moyen va percevoir moins de 27 000€ de pouvoir d'achat par rapport à son coût réel.

Bien sûr, il ne faut pas oublier que le salarié doit encore s'affranchir d'autres taxes comme par exemple la TICPE lorsqu'il se chauffe ou se déplace et que ce n'est pas pris en compte.

En résumé, avant de disposer de 100€ de pouvoir d'achat réel, le salarié moyen doit faire face à plus de 100€ de cotisations, d'impôt et taxes en France.

Bien sûr, une grande partie de ces prélèvements sont utilisés pour les prestations sociales puisque la France en 2022 y a consacré 32% de son PIB faisant d'elle la championne devant l'Italie, l'Allemagne et le Danemark. (Source DREES) Parmi ces dépenses, on trouve tout ce qui touche au grand âge, à la santé, la famille, l'emploi, la pauvreté et le logement.

Dans un contexte difficile, il est important de comprendre que l'évolution à la hausse des quantités de prélèvements obligatoires n'est pas synonyme de plus de bien-être : c'est pourquoi les actions préconisées doivent être avant tout pertinentes.

Il est important de mettre en place des mesures efficaces pour les salariés comme notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC sait les préconiser sans mettre en danger ce fragile équilibre.



- La hausse des prix de l'énergie

Selon une étude de l'INSEE, de 2019 à 2022, malgré une baisse de 10% du volume de la consommation d'énergie, la facture énergétique des entreprises industrielles de 20 salariés et plus a augmenté de 89%.

4 régions concentrent 71% de la facture énergétique industrielle et accueillent des industries fortement consommatrices d'énergie (métallurgie, chimie, agroalimentaire, verre, carton, papier), qui ont diversement ressenti l'effet de la hausse des prix.

Cinq régions représentent 46% de l'emploi industriel national : Hauts-de-France (+20%), Grand-Est (+17%), Auvergne-Rhône-Alpes (+13%), Provence-Alpes-Côte d'Azur (11%) et Normandie (+10%).

L'agroalimentaire et la production de minéraux non métalliques (verre, ciment...) sont les secteurs les plus impactés : nos secteurs et nos salariés sont concernés. Nous sommes sensibilisé à cette problématique du coût de l'énergie et nous n'hésitons pas à la mettre en avant lorsque c'est possible.

- La hausse alimentaire

La situation alimentaire et nutritionnelle dans le monde est alarmante : plus de 2 milliards de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire modérée ou grave.

On sait que la montée des prix alimentaires contribue à aggraver l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'un facteur contribuant à plonger les personnes dans l'extrême pauvreté.

Paradoxalement, en 2023, la France conservait son rang de première puissance agricole de l'Union européenne avec 17% des 552 milliards d'euros. Alors que la France est un grand pays agricole, nos agriculteurs souffrent d'un manque de revenu et les français souffrent des augmentations des tarifs des produits alimentaires.

La solution ne doit pas être d'amener une alimentation moins onéreuse au détriment de la qualité et donc de la santé des salariés sur le long terme.

La santé de nos salariés est importantes pour notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC.

- Concernant les négociations des salaires annuelles dans nos branches

Bien que cela ne soit pas une mesure de fond pour notre pouvoir d'achat qui ne cesse de diminuer, notre fédération BATI-MAT-TP CFTC a travaillé dans les négociations à fournir dans la mesure du possible une augmentation substantielle aux travailleurs dans nos branches.

La Fédération BATI-MAT-TP CFTC a notamment constaté que certains échelons des grilles salariales étaient inférieurs au SMIC, ce qui entraîne inévitablement une baisse générale des autres salaires par rapport aux augmentations du SMIC.

Dans ce cas, pour remédier à cela, la fédération BATI-MAT-TP CFTC a proposé :

- d'augmenter le salaire minimum de la grille au niveau du SMIC tout en appliquant l'augmentation au reste de la grille.
- puis d'augmenter la grille salariale de 2 % d'aligner le salaire minimum de la grille sur le SMIC et de démarrer les négociations sur cette nouvelle base. L'objectif était d'aboutir à une reconnaissance pour nos salariés.

Les négociations qui ont fait des efforts pour respecter le SMIC facilitent ainsi de véritables négociations : pour ces grilles dont le salaire minimum était déjà au SMIC, nous avons taché d'obtenir une augmentation salariale de 3% pour l'ensemble de la grille.

Pour notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC, la compétence de nos salariés doit continuer à être mise en valeur. Cette mise en valeur doit passer notamment par une rémunération en adéquation : un salarié compétent avec de l'expérience ne doit pas être rémunéré au SMIC.

- Garder espoir pour l'avenir

Si nous avons fait de notre mieux pour augmenter les grilles salariales, nous espérons qu'il sera plus facile de dialoguer et d'apporter des modifications profondes en 2025. Il est nécessaire de stopper ce déni de réalité et de commencer à transformer notre société en profondeur.

Les problèmes structurels sont nombreux et ne semblent pas vouloir se tourner vers de réelles solutions.

Comptez sur nous pour 2025 pour maintenir le cap, faire preuve de pédagogie et continuer à mettre en avant les salariés pour que nous puissions tous travailler dignement demain et vivre de notre labeur.



Fédération BATI-MAT-TP



S'INFORMER SUR LA SANTÉ



- C'est quoi ?

L'Observatoire Santé PRO BTP est une initiative lancée par le groupe PRO BTP, leader de la protection sociale dans le secteur du BTP (bâtiment et travaux publics) en France.

Cet observatoire a pour objectif d'accompagner tous ceux qui souhaitent devenir acteurs de leur bien-être en leur fournissant des conseils pratiques, des informations fiables et des solutions innovantes sur divers sujets de santé.

Pour diffuser ses contenus, l'Observatoire utilise divers formats accessibles à tous, tels que des articles, des chroniques, des interviews, des podcasts et des vidéos.

L'Observatoire Santé PRO BTP est une plateforme multimédia dédiée à l'information et à la prévention en matière de santé, visant à aider chacun à mieux comprendre les enjeux sanitaires actuels et à adopter des comportements favorables à la santé au quotidien.



- Comment ça marche ?

Chaque mois, l'Observatoire aborde une thématique de santé spécifique, en collaboration avec des experts reconnus et des médias nationaux.

Les sujets traités sont variés et couvrent des problématiques actuelles, comme la sédentarité, la pollution de l'air, les soins, les addictions aux écrans ou encore la migraine.

- Des dossiers

Chaque mois, nous découvrons un dossier complet sur des enjeux de santé publique choisis parce qu'il nous concerne. Nous trouvons aussi des articles, des interviews d'experts, des vidéos, des podcasts qui abordent simplement les connaissances actuelles, les bons conseils, les perspectives nouvelles, pour vous aider à prendre votre santé en main.



- Des vidéos sur l'actualité santé

Chaque mois, nous trouvons des vidéos qui mettent l'accent sur les sujets santé qui nous intéressent avec des experts.

Chaque mois, nous trouvons les informations sur les derniers grands chiffres de la santé des français.

Faites vous votre avis et consultez l'Observatoire Santé de PRO BTP !





"VOTEZ cftc

Fédération BATI-MAT-TP

NOUS SERONS À VOS CÔTÉS"

Ensemble, nous avons besoin de vous !

Du 25 novembre au 9 décembre 2024, près de 5 millions de salariés des très petites entreprises (TPE) – celles de moins de 11 salariés – et des particuliers employeurs seront appelés aux urnes pour choisir l'organisation syndicale qui les représentera durant les quatre prochaines années. Si vous êtes salarié d'une entreprise artisanale du secteur du BTP, cette élection est essentielle pour vous !

Ces élections TPE n'ont lieu que tous les 4 ans, et chaque vote compte pour faire de la Fédération BATI-MAT-TP CFTC une force représentative capable de défendre vos droits et vos intérêts. Votre implication est essentielle pour toucher un maximum de salariés et porter haut nos valeurs de respect, de dialogue et de solidarité.

Comment vous mobiliser ?

1. Parlez-en autour de vous : partagez ce message à vos collègues, amis et proches qui travaillent dans des TPE.
2. Expliquez-leur l'importance de voter pour la CFTC : un syndicat qui comprend leurs besoins et agit concrètement pour les salariés.
3. Rappelez la date limite : chaque vote doit être exprimé avant le 9 décembre 2024.
4. Soyez les ambassadeurs de la CFTC : chaque discussion compte et peut changer la donne.

Voter CFTC, c'est choisir un syndicat qui vous ressemble.

La Fédération BATI-MAT-TP CFTC s'engage à vos côtés pour améliorer votre quotidien, défendre vos droits et faire entendre votre voix. Avec vous, nous serons plus forts !

Alors, du 25 novembre au 9 décembre, faites le choix d'un syndicat proche des salariés :

Votez CFTC !

Amitiés syndicales,

N 9 9 ¹¹
NOVEMBRE 2024



BÂTIMENT SALAires 2024

MINIMAS SALAIRE MENSUEL

COEF.	AURA	AURA (03-15-43-63)	+	AURA (01-07-26-38-42- 69-73-74)	+	BOURGOGNE FRANCHE COMté	+	BRETAGNE	+		
coef. 150	1780	1750	1,71%	1750	1,71%	1816	1747	3,95%	1823,1	1770	3,00%
coef. 170	1820	1790	1,68%	1790	1,68%	1840	1768	4,07%	1827,74	1774,5	3,00%
coef. 185	1865	1835	1,63%	1835	1,63%	1874	1828	2,52%	1876,2	1821,55	3,00%
coef. 210	2060	2000	3,00%	2000	3,00%	2051	2000	2,55%	2020,1	1970,19	2,53%
coef. 230	2235	2170	3,00%	2170	3,00%	2193	2138	2,57%	2186,3	2123,38	2,96%
coef. 250	2403,6	2320	3,60%	2345	2,50%	2335	2277	2,55%	2352,5	2275,05	3,40%
coef. 270	2548,7	2455	3,82%	2521	1,10%	2477	2415	2,57%	2518,7	2428,24	3,73%
Accord	11/12/23	28/06/23		28/06/23		18/03/24	21/02/23		19/12/23	07/12/22	
Application	01/01/24	01/07/23		01/07/23		01/06/24	01/05/23		01/01/24	01/01/23	
Extension	15/03/24	16/10/23		16/10/23		25/06/24	15/05/23		12/02/24	10/03/23	
+		1.71% à 3.82%		1.63% à 3%		2.52% à 4.07%		2.53% à 3.73%			
MOYENNE	2101,76	2045,71		2058,71		2083,71	2024,71		2086,38	2023,27	

COEF.	GRAND EST	+	HAUT DE FRANCE (02-60-80)	+	HAUT DE FRANCE (59-62)	+	OCCITANIE				
coef. 150	1767,92	1710,28	3,37%	1787	1762	1,42%	1787	1762	1,42%	1800,32	1756,34
coef. 170	1831,79	1769,85	3,50%	1803	1773	1,69%	1803	1773	1,69%	1815,49	1771,5
coef. 185	1863,25	1800,24	3,50%	1889	1844	2,44%	1889	1844	2,44%	1867,06	1821,55
coef. 210	2064,61	1994,79	3,50%	2040	1989,25	2,55%	2040	1989,25	2,55%	2046,03	1995,98
coef. 230	2198,22	2129,03	3,25%	2196	2044,53	7,41%	2196	2145,18	2,37%	2206,8	2153,71
coef. 250	2352,44	2283,92	3,00%	2338	2215,62	5,52%	2395	2329,86	2,80%	2335,72	2278,08
coef. 270	2532,79	2459,02	3,00%	2518	2385,24	5,57%	2574	2498,21	3,03%	2499,52	2438,85
Accord	26/01/24	20/01/23		22/11/23	28/06/23		22/11/23	28/06/23		16/02/24	07/04/23
Application	01/03/24	01/03/23		01/07/24	01/07/23		01/01/24	01/07/23		01/05/24	01/06/23
Extension	06/08/24	20/06/23		22/02/24	09/10/23		22/02/24	09/10/23		21/05/24	18/07/23
+		3% à 3.5%		1.42% à 7.41%		1.42% à 3.03%			2.5%		
MOYENNE	2083,71	2024,71		2081,57	2001,95		2097,71	2048,79		2081,56	2030,86



Ouvriers

IDCC : 1596 Convention collective nationale concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1er mars 1962 -c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés-

IDCC : 1597 Convention collective nationale concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret 1er mars 1962 -c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés-

COEF.	CENTRE- VAL DE LOIRE -10	CENTRE- VAL DE LOIRE +10	CORSE	ILE DE FRANCE (77)	ILE DE FRANCE (sauf 77)	NOUVELLE AQUITAINE	NORMANDIE
Ces accords n'ont pas été mis à jour.							
coef. 150	1747,2	1747,2	1780,8	1782	1782	1747,24	1713,29
coef. 170	1796	1786,67	1823,2	1794	1794	1800,32	1736,99
coef. 185	1838	1829,14	1883,62	1813	1813	1853,41	1798,92
coef. 210	1982	1971,71	2100,92	1948	1948	1995,98	1972,11
coef. 230	2097	2086,98	2274,76	2067	2067	2144,61	2110,79
coef. 250	2211	2200,73	2448,6	2190	2190	2312,97	2272,47
coef. 270	2325	2314,48	2622,44	2396	2396	2454,02	2412,63
Accord	04/07/23	04/07/23	02/06/23	29/11/22	28/11/22	20/06/23	08/02/23
Application	01/08/23	01/08/23	01/09/23	Date publi	Date publi	01/09/23	01/04/23
Extension	12/09/23		16/10/23	31/01/23	13/03/23	16/10/23	25/04/23
MOYENNE	1999,46	1990,99	2133,48	1998,57	1998,57	2044,08	2002,46

COEF.	PROVENCE- ALPES- CÔTE D'AZUR	PAYS DE LA LOIRE	+
coef. 150	1837,8	1800	1769,99
coef. 170	1868,43	1830	1788,19
coef. 185	1975,12	1934,5	1827,62
coef. 210	2170,8	2126,15	2023,28
coef. 230	2340,59	2292,45	2200,73
coef. 250	2510,38	2458,75	2378,19
coef. 270	2680,18	2625,05	2554,12
Accord	30/09/24	19/07/23	10/10/23
Application	01/11/24	01/11/23	M+1 EXT
Extension		30/10/23	15/01/24
+	2.1%		2.49% à 5.04%
MOYENNE	2197,61	2152,41	2077,45
			1993,56

Écart

Entre le plus petit
et le plus grand
négocié en 2024Entre le plus petit
et le plus grand

Écart

+10.38 %

**MOYENNES****2198 € CÔTE D'AZUR****2133 € CORSE****2102 € AUVERGNE-RHÔNE-ALPES****2098 € HAUT DE FRANCE (59-62)****2087 € GRAND EST****2086 € BRETAGNE****2084 € BOURGOGNE FRANCE COMTE****2082 € HAUT DE FRANCE (02-60-80)****2081 € OCCITANIE****2077 € PAYS DE LA LOIRE****2044 € NOUVELLE AQUITAINE****2002 € NORMANDIE****1999 € CENTRE-VAL DE LOIRE****1999 € ILE DE FRANCE****1991 € CENTRE-VAL DE LOIRE +10**

Fédération BATI-MAT-TP

N 9 8
OCTOBRE 2024



BÂTIMENT SALAires 2024

MINIMAS SALAIRE MENSUEL

POSITION	AURA		+	BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ		+	BRETAGNE		HAUT DE FRANCE		+
A	1790	1760	1,70%	1816	1747	3,95%	1817	1773	1799	1773	1,47%
B	1840	1810	1,66%	1857	1812	4,07%	1901	1855	1887	1838,26	2,65%
C	1957	1900	3,00%	1957	1909	2,52%	2011	1962	2029	1976,3	2,67%
D	2091	2030	3,00%	2138	2086	2,55%	2143	2091	2193	2138	2,57%
E	2333	2265	3,00%	2392	2334	2,57%	2317	2260	2383	2315,83	2,90%
F	2672,9	2595	3,00%	2664	2599	2,55%	2640	2576	2738	2658	3,01%
G	2937,7	2852	3,00%	2990	2931	2,57%	2945	2873	3060	2970,74	3,00%
H	3279,5	3184	3,00%	3179	3117	2,57%	3282	3202	3272	3164,51	3,40%
Accord	11/12/23	28/06/23		18/03/24	21/02/23		19/12/23	07/12/22	22/11/23	28/06/23	
Application	01/01/24	01/07/23		01/06/24	01/05/23		01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/07/23	
Extension	15/03/24	16/10/23		25/06/24	15/05/23		12/02/24	10/03/23	22/02/24	09/10/23	
+	1.7% à 3%		2.52% à 4.07%		2.5%		1.47% à 3.40%				
MOYENNE	2362,64	2299,50		2374,13	2316,88		2382,00	2324,00	2420,13	2354,33	

POSITION	GRAND EST		+	OCCITANIE		PAYS DE LA LOIRE		+	PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR		+
A	1837,69	1775,55	3,50%	1810,94	1766,95	1764,05	1680,05	5,00%	1825	1800	1,39%
B	1928,11	1862,91	3,50%	1900,43	1853,41	1865,13	1802,06	3,50%	1940	1920	1,04%
C	2040,88	1981,44	3,00%	2023,28	1973,22	2010,08	1942,11	3,50%	2080	2030	2,46%
D	2195,12	2131,18	3,00%	2214,38	2159,78	2179,64	2105,93	3,50%	2295	2243	2,32%
E	2439,17	2368,13	3,00%	2416,1	2356,95	2346,55	2267,2	3,50%	2480	2411	2,86%
F	2715,32	2636,23	3,00%	2848,36	2778,59	2594,91	2507,16	3,50%	2770	2707	2,33%
G	3055,98	2966,97	3,00%	3116,82	3040,98	2884,85	2787,29	3,50%	3020	2953	2,27%
H	3287,22	3191,48	3,00%	3432,29	3348,87	3263,23	3152,88	3,50%	3310	3240	2,16%
Accord	26/01/24	20/01/23		16/02/24	07/04/23	10/10/23	07/10/22		30/09/24	19/07/23	
Application	01/03/24	01/03/23		01/05/24	01/06/23	M+1 EXT	01/12/22		01/11/24	01/11/23	
Extension	06/08/24	20/06/23		21/05/24	18/07/23	15/01/24	31/01/23			30/10/23	
+	3% à 3.5%		2.5%		3.5% à 5%		1.04% à 2.86%				
MOYENNE	2437,44	2364,24		2470,33	2409,84	2363,56	2280,59		2465,00	2413,00	

ETAM

IDCC : 2609 Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment

POSITION	CENTRE VAL DE LOIRE	CORSE	ILE DE FRANCE	NOUVELLE AQUITAINE	NORMANDIE
Ces accords n'ont pas été mis à jour.					
A	1764	1780,8	1782	1750,19	1747,24
B	1860	1823,2	1867	1849,8	1820,39
C	1999	1908	1964	2009,2	1921,51
D	2132	2063,47	2140	2219,31	2037,27
E	2360	2269,76	2302	2380,75	2279,68
F	2709	2588,53	2716	2637,97	2605,16
G	2968	2884,17	2981	2942,81	2917,85
H	3230	3149,17	3206	3232,85	3290,16
Accord	04/07/23	02/06/23	28/11/22	08/02/23	20/06/23
Application	01/08/23	01/09/23	Date paru	01/04/23	01/09/23
Extension	17/10/23	16/10/23	13/03/23	25/04/23	16/10/23
MOYENNE	2377,75	2308,39	2369,75	2377,86	2327,41



MOYENNES

OCCITANIE **2470 €**

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR **2465 €**

GRAND EST **2437 €**

HAUT DE FRANCE **2420 €**

BRETAGNE **2382 €**

NORMANDIE **2377 €**

CENTRE-VAL DE LOIRE **2377 €**

2374 € BOURGOGNE FRANCE COMTE

2369 € ILE DE FRANCE

2364 € PAYS DE LA LOIRE

2363 € AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

2327 € NOUVELLE AQUITAINE

2308 € CORSE

Écart

+4.56 %

Entre le plus petit et le plus grand négocié en 2024

Entre le plus petit et le plus grand

Écart

+7.02 %



BÂTIMENT SALAires 2024 IAC

IDCC : 2420 Convention collective nationale des cadres du bâtiment du 1er juin 2004

MINIMA SALARIAUX DES IAC SALAIRE MENSUEL



FRANCE
01/02/2024

FRANCE
01/02/2023

+

Accord	17/01/24
Applicable	01/02/24
Étendu	/

POSITION A

moins de 24 ans	60	2283	2212	3,21%
	65	2473	2396	3,21%
de 24 à 26 ans	70	2655	2573	3,19%
	75	2766	2680	3,21%
de 26 à 28 ans	80	2944	2853	3,19%
	85	3100	3004	3,20%

POSITION B

1^{er} échelon

Catégorie 1

Si un salarié, dans un emploi et à un coefficient supérieur ou égal à 75 :

- n'a pas travaillé 5 ans	90	3251	3150	3,21%
- a travaillé 5 ans	95	3398	3293	3,20%

Catégorie 2

après 5 ans

2^e échelon

Catégorie 1

Catégorie 2

	100	3513	3404	3,19%
	103	3588	3477	3,19%

POSITION C

1^{er} échelon

2^e échelon

130	4286	4198	2,10%
162	5317	5208	2,09%

POUR LES INDEMNITES

L'indemnité de petit déplacement couvre les frais de repas engagés par un salarié en situation de déplacement ou contraint de prendre son repas sur son lieu de travail.

Concernant les zones, en général elles sont établies comme suit :

Zone	Distance
1	0 à 10 km
1a	0 à 5 km ou 0 à 4 km
1b	4 à 10 km ou 5 à 10km
2	10 km à 20 km
3	20 km à 30 km
4	30 km à 40 km
5	40 km à 50 km
6	50 km à 60 km
6b / 7	60 km à 70 km

Puisque les zones peuvent varier d'un accord à un autre, il est important de vous référer spécifiquement à l'accord appliqué à votre situation géographique.

LEGENDE :

(1) Les indemnités de trajet et de transport sont majorées de 25% dans les 130 communes classées en zone montagne.

(2) Pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le bureau sont situés sur le territoire de la métropole de Lyon, les indemnités de transport et de trajet en 1a sont celles prévues en 1b.

Indemnités de petits déplacements



L'INDEMNITÉ DE REPAS

Région	Indemnité	2023	+	Accord	Application	Extension
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	11,44	11	4,00%	18/03/24	01/06/24	25/06/24
BRETAGNE	12	11,2	7,14%	19/12/23	01/01/24	12/02/24
GRAND EST	11,5	11	4,55%	26/01/24	01/03/24	06/08/24
HAUT DE FRANCE	14	13	7,69%	22/11/23	01/01/24	22/02/24
OCCITANIE	13	12,5	4,00%	16/02/24	01/05/24	21/05/24
PAYS DE LA LOIRE	11,5	10,5	9,52%	10/10/23	M+1 Publi	15/01/24
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	12,2	11,8	3,39%	30/09/24	01/11/24	
AUVERGNE-RHONE-ALPES	11,84	11,28	4,98%			
MOYENNE	12,18	11,53	5,66%			

Région	Indemnité	2023	+	Accord	Application	Extension
AUVERGNE-RHONE-ALPES						
01	11,71	11,15	5,02%	14/02/24	01/04/24	13/05/24
03/15/43/63	11,65	11,15	4,48%	12/03/24	01/06/24	11/06/24
07/26	11,5	11	4,55%	18/12/23	01/01/24	13/05/24
38	11,82	11,26	4,97%	11/12/23	01/01/24	22/03/24
42	11,76	11,2	5,00%	18/12/23	01/01/24	15/04/24
69	11,82	11,26	4,97%	13/12/23	01/01/24	15/03/24
73	11,8	11,15	5,83%	15/12/23	01/01/24	04/03/24
74	12,63	12,03	4,99%	30/01/24	01/01/24	11/06/24
MOYENNE	11,84	11,28	4,98%			
<i>38 (Nuit)</i>	<i>14,14</i>	<i>13,47</i>	<i>4,97%</i>			

Ces accords n'ont pas été mis à jour.

Région	Indemnité	2023	+	Accord	Application	Extension
CENTRE VAL DE LOIRE +10	10,40			04/07/23	01/08/23	17/10/23
CENTRE VAL DE LOIRE -10	10,45			04/07/23	01/08/23	12/09/23
CORSE	10,5			02/06/23	01/09/23	16/10/23
ILE DE FRANCE	11			28/11/22	01/01/23	13/03/23
ILE DE FRANCE 77	11			29/11/22	01/01/23	31/01/23
NOUVELLE AQUITAINE	10,8			20/06/23	01/09/23	16/10/23
NORMANDIE	11,2			08/02/23	01/04/23	25/04/23
AUVERGNE-RHONE-ALPES	10,83					
MOYENNE	10,83					



BÂTIMENT SALAires 2024

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	6b/7	Accord	Application	Extension
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	2,6	2,6	5,46	8,88	11,44	14,23				21/02/23	01/05/23	15/05/23
	2,65			5,57	9,06	11,67	14,51			18/03/24	01/06/24	25/06/24
BRETAGNE	0,54	2,71	5,42	7,44	9,54	11,62				07/12/22	01/01/23	10/03/23
	0,56	2,8	5,6	7,69	9,86	12,01				19/12/24	01/01/24	12/02/24
HAUT DE FRANCE	2,44			5,8	8,97	11,79	15,07			14/12/22	01/01/23	13/03/23
	2,64			6,26	9,69	12,73	16,28			22/11/23	01/01/24	22/02/24
OCCITANIE	2,33	3,12	6,3	9,4	12,45	15,8				07/04/23	01/06/23	18/07/23
	3,19	3,19	6,43	9,59	12,7	16,13				16/02/24	01/05/24	21/05/24
PAYS DE LA LOIRE	0,84	1,07	4,16	7,86	12,03	17,91	19,18	23,23		07/10/22	01/12/22	31/01/23
	0,88	1,12	4,37	8,25	12,63	18,81	20,14	24,39		10/10/24	M+1 Publi	15/01/24
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	3,61			6,34	8,53	11,13	14,61			19/07/23	01/11/23	30/10/23
	3,65			6,42	8,63	11,26	14,8			30/09/24	01/11/24	
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	4,28	1,92	3,13	6,79	10,75	14,86	18,86					
GRAND EST	2,65			4,35	6,58	9,18	10,97					
MOYENNE	3,17	1,64	2,56	5,72	8,78	11,86	15,30	20,14	24,39			



Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	6b/7	Accord	Application	Extension
CENTRE VAL DE LOIRE -10	0,53	3,76	7,91	11,69	16,19	20,71				04/07/23	01/08/23	12/09/23
CENTRE VAL DE LOIRE +10	0,53	3,74	7,87	11,63	16,11	20,61				04/07/23	01/08/23	17/10/23
CORSE	2,54			5,26	8,22	11,26	14,36	18,18	22,25	02/06/23	01/09/23	16/10/23
ILE DE FRANCE	2,64			3,32	4,97	6,21	7,91	9,36		28/11/22	01/01/23	13/03/23
ILE DE FRANCE 77	1,45	1,95	2,67	4,06	4,97	6,2				29/11/22	01/01/23	31/01/23
NORMANDIE	2,95			6,5	9,76	13,67	17,57			08/02/23	01/04/23	25/04/23
NOUVELLE AQUITAINE	0,88	2,32	5,04	8,37	11,75	15,1				20/06/23	01/09/23	16/10/23
MOYENNE	2,71	0,85	2,94	5,51	8,39	11,45	14,64	13,77	22,25			

Indemnités de petits déplacements

L'INDEMNITÉ DE TRANSPORT

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	Accord	Application	Extension
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES										
01 (1)		0,83	2,88	6,05	10,12	14,2	18,26	22/02/23	01/04/23	11/05/23
		0,85	2,96	6,23	10,42	14,62	18,8	14/02/24	01/04/24	13/05/24
03/15/43/63		0,83	1,9	5,6	8,83	12,22	15,43	15/03/23	01/04/23	12/06/23
		0,85	1,94	5,71	9,01	12,46	15,74	12/03/24	01/04/23	11/06/24
07/26		1,81	3,08	5,84	9,4	13,2	16,83	04/11/22	01/01/23	03/04/23
		1,85	3,14	5,96	9,59	13,46	17,17	18/12/23	01/01/24	13/05/24
38		1,08	3,28	6,44	10,52	14,59	18,4	12/02/22	01/01/23	20/03/23
		1,11	3,38	6,63	10,84	15,03	18,95	11/12/23	01/01/24	22/03/24
42		3,23	3,23	6,55	10,66	14,98	19,52	19/12/22	01/01/23	03/05/23
		3,31	3,31	6,71	10,93	15,35	20	18/12/23	01/01/24	15/04/24
69 (2)		3,58	4,36	7,92	12,04	16,5	20,71	05/12/22	01/01/23	17/03/23
		3,62	4,4	7,96	12,08	16,54	20,75	13/12/23	01/01/24	15/03/24
73		Augmentation de 4%						13/12/22	01/01/23	23/03/23
		4,28		8,57	12,85	17,14	21,42	15/12/23	01/01/24	04/03/24
74		1,83	2,73	6,33	9,99	13,84	17,52	14/02/23	01/01/23	10/05/23
		1,88	2,81	6,52	10,29	14,26	18,05	30/01/24	01/01/24	11/06/24
MOYENNE 2024	4,28	1,92	3,13	6,79	10,75	14,86	18,86			

Zone	1	2	3	4	5	Accord	Application	Extension
GRAND EST								
ALSACE	2,5	3,34	4,55	6,24	7,58	20/01/23	01/03/23	05/07/23
	2,65	3,65	4,85	6,6	7,9	26/01/24	01/03/24	06/08/24
CHAMPAGNE ARDENNE								
	2,5	4,45	7,09	9,13	11,44	20/01/23	01/03/23	05/07/23
	2,65	4,7	7,3	9,5	11,65	26/01/24	01/03/24	06/08/24
LORRAINE								
	2,5	4,7	7,59	11,44	13,34	20/01/23	01/03/23	05/07/23
	2,65	4,7	7,6	11,45	13,35	26/01/24	01/03/24	06/08/24
MOYENNE 2024	2,65	4,35	6,58	9,18	10,97			



BÂTIMENT SALAires 2024

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	6b/7	Accord	Application	Extension
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE		1,61	1,73	3,31	4,61	6,47	7,62			21/02/23	01/05/23	15/05/23
	1,76			3,38	4,7	6,6	7,77			18/03/24	01/06/24	25/06/24
BRETAGNE		0,46	1,49	2,06	3,07	4,31	5,15			07/12/22	01/01/23	10/03/23
	0,46	1,49	2,06	3,07	4,31	5,15				19/12/24	01/01/24	12/02/24
HAUT DE FRANCE	1,49			2,99	4,48	5,98	7,48			14/12/22	01/01/23	13/03/23
	1,55			3,11	4,66	6,22	7,78			22/11/23	01/01/24	22/02/24
OCCITANIE		1,73	2,02	4,29	5,47	7,27	9,22			07/04/23	01/06/23	18/07/23
	2,06	2,06	4,38	5,58	7,42	9,4				16/02/24	01/05/24	21/05/24
PAYS DE LA LOIRE		0,48	0,67	1,9	4,08	5,12	6,11	6,86	8,17	07/10/22	01/12/22	31/01/23
	0,48	0,67	1,9	4,08	5,12	6,11	6,86	8,17		10/10/24	M+1 Publi	15/01/24
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	2,03			3,23	4,35	5,77	6,85			19/07/23	01/11/23	30/10/23
	2,05			3,25	4,38	5,81	6,9			30/09/24	01/11/24	
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	1,94	0,87	1,53	3,08	4,59	6,07	7,66					
GRAND EST	2,00			3,15	4,43	5,75	7,55					
MOYENNE	1,81	0,97	1,44	3,01	4,44	5,93	7,35	6,86	8,17			



Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	6b/7	Accord	Application	Extension
CENTRE VAL DE LOIRE -10	0,41	2,59	4,23	5,2	6,52	8,13				04/07/23	01/08/23	12/09/23
CENTRE VAL DE LOIRE +10	0,41	2,58	4,21	5,17	6,49	8,1				04/07/23	01/08/23	17/10/23
CORSE	1,56			2,9	4,24	5,69	8,55	10,89	12,91	02/06/23	01/09/23	16/10/23
ILE DE FRANCE	1,45	1,95	2,74	4,11	4,84	6				28/11/22	01/01/23	13/03/23
ILE DE FRANCE 77	2,49			3,37	4,97	5,67	7,15	8,07		29/11/22	01/01/23	31/01/23
NORMANDIE	1,63			3,26	4,88	6,48	8,15			08/02/23	01/04/23	25/04/23
NOUVELLE AQUITAINE	0,73	1,65	3,4	4,83	6,28	7,76				20/06/23	01/09/23	16/10/23
MOYENNE	1,89	0,75	2,19	3,44	4,77	6,00	7,69	9,48	12,91			

Indemnités de petits déplacements

L'INDEMNITÉ DE TRAJET

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	Accord	Application	Extension
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES										
01 (1)	0,53	1,26	2,5	3,78	5,01	6,45		22/02/23	01/04/23	11/05/23
	0,54	1,27	2,52	3,82	5,06	6,51		14/02/24	01/04/24	13/05/24
03/15/43/63	0,64	1,38	2,71	3,93	4,98	6,51		15/03/23	01/04/23	16/06/23
	0,65	1,39	2,72	3,95	5	6,54		12/03/24	01/04/24	11/06/24
07/26	0,77	1,39	2,83	4,11	5,59	6,85		04/11/22	01/01/23	03/04/23
	0,79	1,42	2,89	4,19	5,7	6,99		18/12/23	01/01/24	13/05/24
38	0,68	1,97	3,62	5,6	7,58	9,45		12/12/22	01/01/23	20/03/23
	0,69	2,01	3,69	5,71	7,73	9,64		11/12/23	01/01/24	22/03/24
42	1,5	1,5	3,06	4,56	6,17	7,95		19/12/22	01/01/23	03/05/23
	1,52	1,52	3,11	4,63	6,26	8,07		18/12/23	01/01/24	15/04/24
69 (2)	0,95	1,57	2,91	4,19	5,47	6,67		05/12/22	01/01/23	17/03/23
	0,96	1,58	2,92	4,2	5,48	6,68		13/12/23	01/01/24	15/03/24
73	Augmentation de 4%							13/12/22	01/01/23	23/03/23
	1,94		3,77	5,81	7,55	9,49		15/12/23	01/01/24	04/03/24
74	0,91	1,5	2,98	4,38	5,69	7,28		14/02/23	01/01/23	10/05/23
	0,92	1,52	3,01	4,42	5,75	7,35		30/01/24	01/01/24	11/06/24
MOYENNE 2024	1,94	0,87	1,53	3,08	4,59	6,07	7,66			

Zone	1	2	3	4	5	Accord	Application	Extension
GRAND EST								
ALSACE	1,88	2,96	4,03	5,52	6,69	20/01/23	01/03/23	05/07/23
	2	3,15	4,3	5,75	7	26/01/24	01/03/24	06/08/24
CHAMPAGNE ARDENNE	1,88	3,14	4,53	5,66	8,23	20/01/23	01/03/23	05/07/23
	2	3,15	4,6	5,75	8,25	26/01/24	01/03/24	06/08/24
LORRAINE	1,88	2,88	4,27	5,73	7,21	20/01/23	01/03/23	05/07/23
	2	3,15	4,4	5,75	7,4	26/01/24	01/03/24	06/08/24
MOYENNE 2024	2,00	3,15	4,43	5,75	7,55			



TRAVAUX PUBLICS

SALAIRE 2024

■ MINIMAS SALAIRES ANNUELS

NIVEAU / POSITION / COEF	AURA	AUVERGNE 2023	+	RHONE-ALPES 2023	+	BOURGOGNE FRANCHE COMTE	BRETAGNE		
I-1 (100)	23085	22176	4,10%	22176	4,10%	22738	22076	23232	22338
I-2 (110)	23730	22795	4,10%	22795	4,10%	23225	22549	23495	22591
II-1 (125)	24619	23695	3,90%	23695	3,90%	24180	23476	23969	23047
II-2 (140)	26723	25720	3,90%	25720	3,90%	26773	25993	26408	25392
III-1 (150)	28391	27365	3,75%	27365	3,75%	28653	27818	28252	27165
III-2 (165)	30731	29472	4,27%	29677	3,55%	30985	30083	30872	29685
IV (180)	33248	31995	3,92%	32109	3,55%	33376	32404	33615	32322
Application	01/01/24	01/01/23		01/01/23		01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23
Accord	15/12/23	05/12/22		05/12/22		19/12/23*	12/12/22	06/12/23	05/12/22
Extension	14/03/24	24/03/23		05/04/23		02/05/23	14/02/24	17/03/23	
+		3,75% à 4,27%		3,55% à 4,10%		3,00%		4,00%	
MOYENNE	27218,14	26174,00		26219,57		27132,86	26342,71	27120,43	26077,14

NIVEAU / POSITION / COEF	CENTRE- VAL-DE- LOIRE	GRAND EST	HAUTS-DE- FRANCE BRETAGNE	+	ILE-DE-FRANCE	NORMANDIE					
I-1 (100)	21921	21180	22588	21678	22578	21793	3,60%	23036	22193	22729	21834
I-2 (110)	22787	22016	22882	21960	22870	22075	3,60%	23251	22400	22817	21918
II-1 (125)	23367	22577	23602	22651	23529	22711	3,60%	24146	23262	23920	22978
II-2 (140)	26151	25267	26161	25107	26377	25510	3,40%	26720	25742	26352	25314
III-1 (150)	28007	27060	27539	26429	28182	27255	3,40%	28160	27129	28234	27122
III-2 (165)	28794	27820	30113	28899	30798	29785	3,40%	31012	29877	30755	29544
IV (180)	31408	30346	32510	31200	33596	32491	3,40%	33621	32390	33552	32231
Application	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23		01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23
Accord	04/01/24*	06/12/22	24/11/23	21/11/22	05/12/23	13/12/22		10/11/23	23/11/22	13/12/23	01/12/22
Extension			14/03/24	12/04/23	03/06/24	09/10/23		14/02/24	13/03/23	14/02/24	02/06/23
+		3,50%		4,20%		3,40% à 3,60%		3,80%		4,10%	
MOYENNE	26062,14	25180,86	26485,00	25417,71	26847,14	25945,71		27135,14	26141,86	26908,43	25848,71

Ouvriers

IDCC : 1702 Convention collective nationale des ouvriers de travaux publics

NIVEAU / POSITION / COEF	NOUVELLE AQUITAINE	OCCITANIE	PACA	PAYS DE LA LOIRE	MOYENNE				
I-1 (100)	22560	21651	22481	21513	22730	21856	22913	22053	22716
I-2 (110)	23054	22125	22828	21845	23538	22633	23104	22237	23132
II-1 (125)	23546	22597	23884	22921	24391	23453	24093	23189	23937
II-2 (140)	26230	25173	26500	25432	26926	25890	26609	25610	26494
III-1 (150)	28091	26959	28251	27164	28794	27687	28525	27454	28257
III-2 (165)	30358	29134	30624	29446	30784	29600	30902	29742	30561
IV (180)	33106	31772	32933	31666	33581	32289	33702	32437	33187
Application	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	
Accord	06/12/23	22/12/22	04/12/24	05/12/22	11/12/23	05/12/22	07/12/23	08/12/22	
Extension	04/03/24		27/02/24	20/03/23	13/02/24	17/03/23	21/02/24	23/05/23	
+	4.20%	4.50%	4.00%	3.90%					
MOYENNE	26706,43	25630,14	26785,86	25712,43	27249,14	26201,14	27121,14	26103,14	

Écart

+4.55 %

Entre le plus petit et le plus grand

MOYENNES



+2 27 249 € PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

27 218 € AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

+1 27 135 € ILE DE FRANCE

-3 27 133 € BOURGOGNE FRANCE-COMTE

27 121 € PAYS DE LA LOIRE

27 120 € BRETAGNE

+1 26 908 € NORMANDIE

-1 26847 € HAUT DE FRANCE

26 786 € OCCITANIE

26 706 € NOUVELLE AQUITAINE

26 485 € GRAND EST

26 062 € CENTRE-VAL DE LOIRE

Syndicat
cftc
Fédération BATI-MAT-TP



TRAVAUX PUBLICS

SALAIRE 2024

■ APPOINTEMENTS MINIMAUX DES ETAM (SALAIRE ANNUEL)

NIVEAU / POSITION / COEF	AUVERGNE RHONE-ALPES		+	BOURGOGNE FRANCHE COMTE		BRETAGNE		CENTRE-VAL-DE-LOIRE	
A	23211	22276	4,20%	22738	22076	23307	22411	22227	21475
B	24700	23704	4,20%	23487	22803	24371	23434	23092	22311
C	26443	25377	4,20%	25980	25223	26152	25146	25321	24465
D	28685	27528	4,20%	28381	27554	28788	27681	27428	26500
E	32147	31060	3,50%	30888	29988	31261	30059	30829	29786
F	35738	34397	3,90%	34235	33238	34610	33279	34251	33093
G	38511	37065	3,90%	38005	36898	38664	37177	36646	35407
H	39678	38189	3,90%	38885	37752	40826	39256	38104	36815
Application	01/01/24	01/01/23		01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23
Accord	15/12/23	25/12/22		19/12/23*	12/12/22	06/12/23	05/12/22	04/01/24*	06/12/22
Extension	14/03/24	24/03/23			20/05/23	14/02/24	17/03/23		
+	3,50% à 4,20%			3,00%		4,00%		3,50%	
MOYENNE	31139	29950		30325	29442	30997	29805	29737	28732

NIVEAU / POSITION / COEF	GRAND EST		HAUTS-DE-FRANCE BRETAGNE		ILE-DE-FRANCE		NORMANDIE	
A	22633	21721	22499	21759	22900	22062	22807	21909
B	23404	22461	23610	22834	24676	23773	23230	22315
C	25261	24243	25512	24673	26440	25472	24896	23915
D	28009	26880	28164	27238	29029	27966	28367	27250
E	30193	28976	31174	30149	32348	31164	30630	29424
F	33564	32211	35015	33864	36233	34907	33886	32551
G	37654	36136	38253	36995	38541	37130	37625	36143
H	39413	37824	40033	38717	39510	38064	39635	38074
Application	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23
Accord	24/11/23	21/11/22	05/12/23	13/12/22	10/11/23	23/11/22	13/12/23	21/12/22
Extension	14/03/24	12/04/23	03/06/24	09/10/23		13/03/23	14/02/24	02/06/23
+	4,20%		3,40%		3,80%		4,10%	
MOYENNE	30016	28807	30533	29529	31210	30067	30135	28948

ETAM

IDCC : 2614 Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics

NIVEAU / POSITION / COEF	NOUVELLE AQUITAINE	OCCITANIE		PACA		PAYS DE LA LOIRE MOYENNE			
A	22429	21525	22381	21479	22722	21848	22911	22051	22730
B	23173	22239	23328	22388	23973	23051	23756	22864	23733
C	25514	24486	25767	24728	25226	24256	25496	24539	25667
D	27342	26240	28043	26913	28311	27222	28238	27178	28232
E	29902	28697	31118	29864	31127	29930	30936	29775	31046
F	33862	32498	34914	33507	34304	32985	34314	33026	34577
G	37473	35963	38250	36708	38683	37195	38374	36934	38057
H	39037	37464	40191	38571	41160	39577	41289	39739	39813
Application	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	01/01/24	01/01/23	
Accord	06/12/23	22/12/22	03/12/23	05/12/22	11/12/23	05/12/22	07/12/23	08/12/22	
Extension	04/03/24		27/02/24	20/03/23	13/02/24	17/03/23	21/02/24	23/05/23	
+	4.20%		4.20%		4.00%		3.90%		
MOYENNE	29842	28639	30499	29270	30688	29508	30664	29513	



MOYENNES



Entre le plus petit
et le plus grand

Écart

+4.95%

31 210 € ILE DE FRANCE

31 139 € AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

30 997 € BRETAGNE

+2 30 688 € PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

30 664 € PAYS DE LA LOIRE

-2 30 533 € HAUT DE FRANCE

+1 30 499 € OCCITANIE

-1 30 325 € BOURGOGNE FRANCE COMTE

30 135 € NORMANDIE

30 016 € GRAND EST

+1 29 842 € NOUVELLE AQUITAINE

-1 29 737 € CENTRE-VAL DE LOIRE



TRAVAUX PUBLICS

SALAIRE 2024

ETAM

IDCC : 2614 (Suite)

APPOINTEMENTS MINIMAUX DES ETAM (FORFAIT JOUR)

Catégorie	A	B	C	+	Accord	Application	Extension
AUVERGNE-RHONE-ALPES	39557	42625	43917		01/01/23	05/12/22	24/03/23
	41099	44287	45630	3,90%	01/01/24	15/12/23	14/03/24
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	38224	42432	43415		01/01/23	12/12/23	20/05/23
	39370	43706	44717	3,00%	01/01/24	19/12/23*	
BRETAGNE	38271	42754	45144		01/01/23	05/12/22	17/03/23
	39802	44464	46950	4,00%	01/01/24	06/12/23	14/02/24
CENTRE-VAL DE LOIRE	38057	40718	42337		01/01/23	06/12/22	
	39389	42143	43819	3,50%	01/01/24	04/01/24*	
GRAND EST	37043	41557	43498		01/01/23	21/11/22	12/04/23
	38599	43303	45325	4,20%	01/01/24	24/11/23	14/03/24
HAUTS-DE-FRANCE	38944	42544	44524		01/01/23	13/12/22	09/10/23
	40268	43991	46038	3,40%	01/01/24	05/12/23	03/06/24
ILE-DE-FRANCE	40143	42699	43774		01/01/23	23/11/22	13/03/23
	41668	44322	45436	3,80%	01/01/23	10/11/23	
NORMANDIE	37434	41565	43785		01/01/23	01/12/22	02/06/23
	38968	43269	45580	4,10%	01/01/24	13/12/23	14/02/24
NOUVELLE AQUITAINE	37372	41357	43084		01/01/23	22/12/22	
	38942	43094	44893	4,20%	01/01/24	06/12/23	04/03/24
OCCITANIE	38533	42214	44356		01/01/23	05/12/22	20/03/23
	40151	43988	46220	4,20%	01/01/24	03/12/24	27/02/24
PACA	37932	42774	45543		01/01/23	05/12/22	17/03/23
	39450	44485	47335	4,00%	01/01/24	11/12/23	13/02/24
PAYS DE LA LOIRE	37980	42474	45700		01/01/23	08/12/22	23/05/23
	39461	44130	47482	3,90%	01/01/24	07/12/23	21/02/24
MOYENNE 2024	39764	43765	45785				

IAC

IDCC : 3212 Convention collective nationale des cadres des travaux publics

APPOINTEMENT MINIMAUX DES IAC

POSITION	A1	A2	B	B1	B2	B3	B4	C1	C2
Salaire annuel	2023	31855	34646	36180	39006	41525	42539	45826	47743
	2024	33257	36066	37627	40566	43269	44368	47430	49414
Convention de forfait en jours	2023	36633	39843	41607	44857	47754	48920	52700	54904
	2024	38245	41476	43271	46651	49759	51023	54544	56826
+		4,40%	4,10%	4,00%	4,00%	4,20%	4,30%	3,50%	3,50%

Accord	14/11/23
Applicable	01/01/24
Étendu	21/02/24

Indemnités de petits déplacements



L'INDEMNITÉ DE REPAS

Position	Indemnité	Accord	Application	Extension
(AURA) AUVERGNE	12,30	01/01/23	05/12/22	24/03/23
	13,20	01/01/24	15/12/23	14/03/24
(AURA) RHONE-ALPES	12,30	01/01/23	05/12/22	24/03/23
	13,20	01/01/24	15/12/23	14/03/24
BFC	13,00	01/01/23	12/12/22	02/05/23
	13,00	01/01/24	19/12/23*	
BRETAGNE	13,25	01/01/23	05/12/22	17/03/23
	14,00	01/01/24	06/12/23	14/02/24
CENTRE-VAL DE LOIRE	13,40	01/01/23		
	14,00	01/01/24	04/01/24*	
GRAND EST	13,00	01/04/23	06/03/23	17/07/23
	13,60	01/04/24	24/11/23	14/03/24
HAUTS-DE-FRANCE	13,10	01/01/23	13/12/22	09/10/23
	14,00	01/01/24	05/12/23	03/06/24
ILE-DE-FRANCE	12,90	01/01/23	23/11/22	
	13,30	01/01/24	10/11/23	14/02/24
NORMANDIE	13,00	01/01/23	01/12/22	02/06/23
	14,00	01/01/24	13/12/23	14/02/24
NOUVELLE AQUITAINE*	13,30	01/01/23	**	**
	13,70	01/01/24	**	**
OCCITANIE	13,10	01/01/23	05/12/22	20/03/23
	13,50	01/01/24	03/12/23	27/02/24
PACA	13,04	01/01/23	05/12/22	17/03/23
	13,80	01/01/24	11/12/23	13/02/24
PAYS DE LA LOIRE	14,00	01/01/23	08/12/22	23/05/23
	14,30	01/01/24	07/12/23	21/02/24
MOYENNE 2024	13,66			
(AURA) ISERE (Nuit)	13,02	01/01/23	05/12/22	24/03/23
(AURA) ISERE (Nuit)	13,97	01/01/24	15/12/23	14/03/24



TRAVAUX PUBLICS

SALAIRE 2024

L'INDEMNITÉ DE TRAJET

Ci dessous le détail de la région Rhône-Alpes

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	7	Application
(AURA) AIN		0,55	1,31	2,59	3,93	5,18	6,66			01/01/23
		0,57	1,35	2,66	4,04	5,34	6,86			01/01/24
(AURA) DROME ARDECHE	0,76	1,36	2,97	4,33	5,89	7,22				01/01/23
	0,78	1,4	3,06	4,46	6,07	7,44				01/01/24
(AURA) HAUTE-SAVOIE	0,93	1,53	3,04	4,48	5,81	7,43				01/01/23
	0,95	1,58	3,13	4,61	5,98	7,65				01/01/24
(AURA) ISERE	0,67	1,92	3,7	5,71	7,74	9,64				01/01/23
	0,69	1,97	3,81	5,89	7,97	9,93				01/01/24
(AURA) LOIRE	1,57		3,23	4,81	6,8	8,38				01/01/23
	1,62		3,33	4,95	6,7	8,64				01/01/24
(AURA) RHONE*	1,72	1,03	1,72	3,2	4,62	6,04	7,36			01/01/23
	1,78	1,06	7,78	3,3	4,76	6,22	7,58			01/01/24
(AURA) SAVOIE	2,11			4,1	6,32	8,2	10,31			01/01/23
	2,17			4,22	6,51	8,45	10,62			01/01/24
MOYENNE RHONE-ALPES 2024	1,86	0,81	1,62	3,36	5,03	6,68	8,39			



Spécial SALAIRES

Indemnités de petits déplacements

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	7	Application
MOYENNE RHONE-ALPES 2024	1,86	0,81	1,62	3,36	5,03	6,68	8,39			
(AURA) AUVERGNE	0,89	1,98	3,22	4,95	6,59	8,35				01/01/23
	0,92	2,04	3,32	5,1	6,78	8,6				01/01/24
(BFC) BOURGOGNE	1,89		3,62	5,21	6,86	8,53				01/01/23
	1,89		3,62	5,21	6,86	8,53				01/01/24
(BFC) FRANCHE-COMTE	1,89		3,62	5,21	6,86	8,53	11,33			01/01/23
	1,89		3,62	5,21	6,86	8,53	11,33			01/01/24
BRETAGNE	2,2		2,92	4,44	5,86	7,7				01/01/23
	2,31		3,07	4,66	6,15	7,77				01/01/24
CENTRE-VAL DE LOIRE	2,5	2,5	4,07	5,03	6,3	7,88	9,52	11,33		01/01/23
	2,59	2,59	4,21	5,21	6,52	8,16	9,85	11,73		01/01/24
HAUTS DE FRANCE	1,74		3,28	4,91	6,53	8,18				01/01/23
	1,91		3,61	5,4	7,78	9				01/01/24
GRAND EST	2,4		4,15	5,75	7,35	9,75				01/04/23
	2,5		4,25	6	7,75	10,5				01/01/24
ALSACE (GE)	2,4		4,15	5,75	7,35	9,75	11			01/04/23
	2,5		4,25	6	7,75	10,5	13,6			01/01/24
ILE-DE-FRANCE	2,38		3,5	5,46	6,57	8,07	9,26			01/01/23
	2,5		3,67	5,73	6,9	8,47	9,72			01/01/23
(NA) AQUITAINE	1,9		3,56	5,02	6,65	8,45				01/01/23
	1,92		3,62	5,09	6,75	8,57				01/01/24
(NA) LIMOUSIN	1,56	1,91	3,38	4,89	6,3	7,65	8,31			01/01/23
	1,58	1,93	3,43	4,97	6,4	7,77	8,44			01/01/24
(NA) POITOU CHARENTE	1,64	1,99	3,84	6,02	7,16	9,05				01/01/23
	1,66	2,02	3,9	6,11	7,27	9,19				01/01/24
NORMANDIE	2,22		4,36	6,34	8,21	10,14				01/01/23
	2,31		4,54	6,6	8,55	10,56				01/01/24
OCCITANIE	2,11		4,19	5,48	7,19	9,07				01/01/23
	2,14		4,25	5,56	7,3	9,21				01/01/24
PACA	2,81	4,14	5,58	6,54	7,89					01/01/23
	2,92	4,31	5,8	6,8	8,21					01/01/24
PAYS DE LA LOIRE	1,74		3,26	4,84	6,45	8,01				01/01/23
	1,81		3,39	5,03	6,7	8,32				01/01/24
MOYENNE	2,13	1,75	2,42	3,88	5,51	7,13	8,88	10,59	11,73	



TRAVAUX PUBLICS

SALAIRE 2024

L'INDEMNITÉ DE TRANSPORT

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	Application
(AURA) AIN (3)(4)		0,83	2,88	6,17	10,13	14,24	18,3		01/01/23
		0,86	3	6,42	10,53	14,81	19,03		01/01/24
(AURA) DROME ARDECHE		1,81	3,08	6,12	9,79	13,75	17,52		01/01/23
		1,88	3,2	6,36	10,18	14,3	18,22		01/01/24
(AURA) HAUTE-SAVOIE		1,86	2,76	6,41	10,11	14	17,73		01/01/23
		1,93	2,87	6,67	10,51	14,56	18,44		01/01/24
(AURA) ISERE		1,12	3,37	6,6	10,8	14,95	18,86		01/01/23
		1,16	3,5	6,87	11,23	15,55	19,62		01/01/24
(AURA) LOIRE	3,21			6,54	10,63	14,91	19,43		01/01/23
	3,34			6,8	11,05	15,51	20,2		01/01/24
(AURA) RHONE *	4,47	3,57	4,47	8,57	13,31	18,44	23,28		01/01/23
	4,65	3,71	4,65	8,91	13,84	19,18	24,21		01/01/24
(AURA) SAVOIE	4,61			9,2	13,81	18,4	23,01		01/01/23
	4,79			9,57	14,36	19,14	23,93		01/01/24
(AURA) MOYENNE RHONE-ALPES	4,26	1,91	3,44	7,37	11,67	16,15	20,52		



SPECIAL SALAIRES

Indemnités de petits déplacements

Zone	1	1a	1b	2	3	4	5	6	Application
(AURA) MOYENNE RHONE-ALPES	4,26	1,91	3,44	7,37	11,67	16,15	20,52		
(AURA) AUVERGNE	0,89	2,67	5,38	8,95	12,5	16,1		01/01/23	
	0,93	2,78	5,59	9,3	13	16,75		01/01/24	
(BFC) BOURGOGNE	2,65		5,31	8,45	10,6	13,25		01/01/23	
	2,65		5,31	8,45	10,6	13,25		01/01/24	
(BFC) FRANCHE-COMTE	2,67		5,57	9,7	13,3	16,33	20,72	01/01/23	
	2,67		5,57	9,7	13,3	16,33	20,72	01/01/24	
BRETAGNE	3,71		6,37	9,06	11,57	14,29		01/01/23	
	3,9		6,69	9,51	12,15	15		01/01/24	
CENTRE-VAL DE LOIRE	3,59	3,59	7,61	11,14	15,4	19,73		01/01/23	
	3,72	3,72	7,88	11,53	15,94	20,42		01/01/24	
GRAND EST	3		6,35	8,95	11,85	14,4		01/04/23	
	3,1		6,4	9,7	13	15		01/04/24	
(GE) ALSACE *	3		6,35	8,95	11,85	14,4	16,95	01/04/23	
	3,1		6,4	9,7	13	15	17,45	01/04/24	
HAUTS-DE-FRANCE	2,36		5,5	8,12	11,35	14,62		01/01/23	
	2,71		6,33	9,34	13,05	16,81		01/01/24	
ILE-DE-FRANCE	2,14		3,76	5,92	6,95	8,29	9,97	01/01/23	
	2,25		3,95	6,22	7,3	8,7	10,47	01/01/24	
(NA) AQUITAINE	2,78		5,61	9,38	12,42	16,17		01/01/23	
	2,83		5,72	9,57	12,67	16,49		01/01/24	
(NA) LIMOUSIN	0,84	1,82	5,5	9,24	12,88	16,57	19,77	01/01/23	
	0,85	1,86	5,61	9,43	13,14	16,9	20,16	01/01/24	
(NA) POITOU-CHARENTE	2,11	3,43	6,77	10,76	15,2	18,97		01/01/23	
	2,15	3,5	6,91	10,97	15,5	19,35		01/01/24	
NORMANDIE	4,05		8,11	12,16	16,23	20,29		01/01/23	
	4,2		8,42	12,62	16,85	21,06		01/01/24	
OCCITANIE	3,49		6,97	10,44	13,93	17,39		01/01/23	
	3,59		7,18	10,75	14,35	17,91		01/01/24	
PACA	2,53		5,01	8,68	11,11	14,32		01/01/23	
	2,63		5,21	9,03	11,55	14,89		01/01/24	
PAYS DE LA LOIRE	3,13		6,99	11,7	16,05	20,53		01/01/23	
	3,19		7,13	11,93	16,37	20,94		01/01/24	
MOYENNE	3,15	1,91	3,06	6,33	9,92	13,34	16,75	17,15	



BÂTIMENT SALAires 2024

IDCC : 0771 Convention collective départementale des ingénieurs assimilés et cadres du bâtiment et des travaux publics de La Réunion

LA RÉUNION - IAC SALAIRE MENSUEL

Position	Salaire horaire	Indice	Accord 05/24	Accord 02/24	Accord 03/23
A : débutants	Moins de 24 ans	60	2992,35	2951,04	2896,02
A : débutants	de 24 à 26 ans	70	3430,46	3383,10	3320,02
A : débutants	de 26 à 28 ans	80	3869,77	3816,34	3745,18
A : Débutants diplômés	Moins de 24 ans	65	3211,97	3167,62	3108,56
A : Débutants diplômés	de 24 à 26 ans	75	3650,10	3599,70	3532,58
A : Débutants diplômés	de 26 à 28 ans	85	4089,41	4032,95	3957,75
B : ingénieurs et assimilés	1er échelon - Cat.1 - ingénieurs et diplômés	90	4307,81	4248,33	4169,12
B : ingénieurs et assimilés	1er échelon - Cat.1 - a travaillé 5 ans	95	4527,49	4464,98	4381,73
B : ingénieurs et assimilés	1er échelon - Cat.II	100	4747,12	4681,58	4594,29
B : ingénieurs et assimilés	1er échelon - Cat.II - après 5 ans	103	4878,46	4811,10	4721,39
B : ingénieurs et assimilés	2è échelon - Cat.I	108	5098,09	5027,70	4933,95
B : ingénieurs et assimilés	2è échelon - Cat.II	120	5624,56	5546,90	5443,47
C	1er échelon	130	6063,86	5980,14	5868,64
C	1er échelon	162	7467,68	7364,58	7227,26

IDCC : 2389 Convention collective régionale des ouvriers du bâtiment et des travaux publics région de La Réunion

LA RÉUNION - OUVRIERS SALAIRE HORAIRE

Coef.	35h Accord 05/24	35h Accord 02/24	35h Accord 03/24	39h Accord 05/24	39h Accord 02/24	39h Accord 03/24
102	12,62	12,45	12,22	12,23	12,06	11,84
103	12,76	12,58	12,35	12,32	12,15	11,92
105	12,95	12,77	12,53	12,42	12,25	12,02
112	13,68	13,49	13,24	12,86	12,68	12,44
118	14,27	14,07	13,81	13,43	13,24	12,99
126	15,12	14,91	14,63	14,19	13,99	13,73
137	16,22	16,00	15,70	15,26	15,05	14,77
145	17,09	16,85	16,54	16,08	15,86	15,56
159	18,53	18,27	17,93	17,42	17,18	16,86
173	19,94	19,66	19,29	18,78	18,52	18,17
187	21,33	21,04	20,65	20,15	19,87	19,50
201	22,78	22,47	22,05	21,47	21,17	20,78

Réunion

Accord	21/05/24
Applicable	01/06/24
Etendu	/

IDCC : 627 Convention collective départementale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics de La Réunion

Coef.	Accord 05/24	Accord 02/24	Accord 03/23
300	1848.08	1822.56	1788.58
310	1893.60	1867.46	1832.64
325	1961.55	1934.47	1898.40
345	2052.07	2023.74	1986.01
370	2165.31	2135.41	2095.59
380	2210.57	2180.05	2139.40
400	2301.09	2269.32	2227.01
415	2369.01	2336.30	2292.74
425	2414.32	2380.99	2336.59
435	2459.59	2425.63	2380.40
450	2527.49	2492.59	2446.11
465	2607.84	2571.83	2523.88
480	2675.76	2638.82	2589.62
500	2766.32	2728.13	2677.26
530	2902.19	2862.12	2808.75
540	2947.44	2906.75	2852.55
550	2992.71	2951.39	2896.36
565	3060.64	3018.38	2962.10
575	3105.90	3063.02	3005.91
585	3151.13	3107.62	3049.68
600	3219.12	3174.67	3115.48
620	3309.68	3263.98	3203.12
630	3321.61	3275.75	3214.67
645	3389.52	3342.72	3280.39
655	3434.83	3387.41	3324.25
665	3478.99	3430.96	3366.99
680	3546.23	3497.27	3432.06
700	3636.75	3586.54	3519.67
710	3681.95	3631.11	3563.41
730	3771.20	3719.13	3649.78
745	3838.45	3785.45	3714.87
755	3883.69	3830.07	3578.66
780	3996.18	3941.01	3867.53
800	4086.69	4030.27	3955.12
820	4175.93	4118.27	4041.48
830	4221.20	4162.92	4085.30
845	4288.42	4229.21	4150.35
860	4355.64	4295.50	4215.41

LA RÉUNION - ETAM

Coef.	+
Accord 05/24	+ 1.4%
Accord 02/24	+ 1.9%
Cumul 05/24 et 02/24	+3.33%





BÂTIMENT SALAIRE 2024 Guyane

GUYANE

OUVRIERS

ETAM

IDCC : 2870

IDCC : 3128

Coef.	Salaire mensuel
158	1 480,27 €
164	1 512,08 €
167	1 539,74 €
169	1 558,18 €
174	1 604,28 €
180	1 659,60 €
192	1 770,24 €
220	2 028,40 €

Coef.	Salaire mensuel
A	1 537,00 €
B	1 588,00 €
C	1 644,00 €
D	1 825,00 €
E	2 018,00 €
F	2 356,00 €
G	2 500,00 €
H	2 879,00 €

Accord	07/06/17
Applicable	01/06/17

Accord	21/05/24
Applicable	01/06/24
Etendu	/

Accord	24/05/24
Applicable	01/05/24
Etendu	/

Guadeloupe

IDCC : 2328 Convention collective départementale des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances

IDCC : 3144 Convention collective régionale des ETAM du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe

OUVRIERS

ETAM

Coef.	Salaire mensuel	Salaire mensuel	Taux horaire	Taux horaire	+
	Accord 05/24	Accord 05/23	Accord 05/24	Accord 05/23	
159,3	1789,17	1747,24	11,52	11,52	2,40%
162	1807,81	1765,44	11,64	11,64	2,40%
172	1919,65	1874,66	12,36	12,36	2,40%
182	2031,26	1983,65	13,08	13,08	2,40%
202	2254,48	2201,64	14,52	14,52	2,40%
217	2421,89	2365,13	15,59	15,59	2,40%
227	2533,50	2474,12	16,31	16,31	2,40%
230	2566,98	2506,82	16,53	16,53	2,40%
242	2700,91	2637,61	17,39	17,39	2,40%

Cat.	Salaire mensuel	Salaire mensuel	+
	Accord 05/24	Accord 05/23	
A	1789,17	1747,24	2,40%
B	1828,17	1785,87	2,37%
C	1905,56	1860,90	2,40%
D	2072,49	2023,92	2,40%
E	2163,30	2112,60	2,40%
F	2454,97	2397,43	2,40%
G	2712,52	2648,95	2,40%
H	2974,49	2904,78	2,40%

Martinique



Accord	29/08/24
Applicable	01/08/24
Étendu	/

IDCC : 0749 Convention collective départementale des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Martinique

MARTINIQUE - OUVRIERS SALAIRE HORAIRE

Position	Accord 08/24	Accord 07/22	+
OM	12,19	11,92	2,27%
OS2	12,22	11,95	2,26%
OS3	12,26	11,98	2,34%
OQ1	12,69	12,40	2,34%
OQ2	13,54	13,24	2,27%
OQ3	14,72	14,39	2,29%
OHQ	15,91	15,55	2,32%
MOP	16,29	15,92	2,32%
CE1	16,71	16,33	2,33%
CE2	17,87	17,47	2,29%

IDCC : 3107 Convention collective régionale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics et annexes de la Martinique

MARTINIQUE - ETAM SALAIRE MENSUEL

Niveau	Accord 08/24	Accord 07/22	+
A	1849,94	1808,35	2,30%
B	1854,41	1812,72	2,30%
C	1875,52	1833,35	2,30%
D	2030,8	1985,14	2,30%
E	2245,83	2195,34	2,30%
F	2556,43	2498,95	2,30%
G	2837,17	2773,38	2,30%
H	3129,83	3059,46	2,30%



CARRIÈRES ET MATÉRIAUX SALAires 2024

OUVRIERS / ETAM - MINIMA SALAIRES MENSUEL

Position	AUVERGNE RHÔNE ALPES	BOURGOGNE FRANCHE COMTE	BRETAGNE	CENTRE VAL DE LOIRE	GRAND EST	HAUT DE FRANCE
1-1	1834	1781	1800	1747,29	1810	1761
1-2	1842	1788	1834	1781	1814	1765
2-1	1846	1792	1852	1797	1818	1768
2-2	1867	1813	1875	1820	1842	1792
2-3	1919	1863	1929	1873	1894	1842
3-1	1930	1874	1939	1882	1913	1861
3-2	1961	1904	1967	1909	1930	1877
3-3	2016	1957	2021	1962	1987	1933
4-1	2026	1967	2032	1972	1996	1942
4-2	2058	1998	2062	2002	2026	1971
4-3	2128	2066	2129	2067	2094	2037
5-1	2134	2072	2136	2073	2102	2045
5-2	2199	2135	2198	2134	2165	2106
5-3	2346	2278	2340	2271	2309	2246
6-1	2387	2317	2377	2308	2347	2283
6-2	2474	2402	2464	2392	2435	2369
6-3	2666	2588	2649	2572	2621	2550
7-1	2718	2639	2700	2621	2673	2600
7-2	2879	2795	2856	2772	2830	2753
7-3	3131	3040	3098	3008	3075	2991
MOYENNE	2218	2153	2213	2148	2184	2125
+	+3%		+3%		+2.8%	
					+2.5%	
					+2.8% +3.14% pour 1-1	
					+13.5% à +15.3%	
Application	01/02/24	01/09/22	01/04/24	01/05/23	01/01/24	01/01/23
Etendu	23/07/24	25/07/23	23/07/24	08/08/23	23/07/24	04/09/23
Accord	14/03/24	22/03/23	22/04/24	26/04/23	21/02/24	22/05/23
					10/04/24	19/04/23
					13/02/24	05/04/23
					12/04/24	12/04/21

CADRE - MINIMA SALAIRE ANNUEL

IDCC : 211 Convention collective nationale des cadres des industries de carrières et matériaux (UNICEM)

Accord	27/02/24
Applicable	01/01/24
Étendu	28/06/24

Ouvriers et ETAM

IDCC : 087 Convention collective nationale des ouvriers des industries de carrières et de matériaux

IDCC : 135 Convention collective nationale des employés techniciens et agents de maîtrise des industries de carrières et de matériaux

ILE DE FRANCE	NOUVELLE AQUITAINE	NORMANDIE		OCCITANIE		PACA CORSE		PAYS DE LA LOIRE		MOYENNE 2024
1792	1748	1791	1747,2	1792	1748	1815	1744	1816	1763	1805
1812	1768	1801	1756,55	1798	1754	1837	1766	1877	1823	1825
1822	1778	1815	1769,92	1801	1757	1845	1774	1884	1830	1833
1851	1806	1836	1791,1	1823	1779	1874	1801	1913	1857	1859
1903	1857	1885	1839,02	1874	1828	1929	1854	1968	1911	1910
1915	1868	1898	1851,28	1876	1830	1938	1862	1976	1918	1920
1945	1898	1928	1880,26	1891	1845	1968	1892	2006	1947	1947
2003	1954	1976	1927,07	1949	1901	2027	1948	2064	2004	2003
2012	1963	1994	1944,91	1966	1918	2036	1957	2074	2014	2014
2047	1997	2026	1976,11	1999	1950	2073	1992	2106	2045	2046
2119	2067	2090	2038,53	2069	2019	2145	2061	2178	2114	2116
2128	2076	2105	2053,02	2076	2025	2150	2066	2185	2121	2123
2191	2138	2168	2114,32	2141	2089	2216	2130	2251	2185	2188
2343	2286	2312	2254,75	2288	2232	2338	2258	2403	2333	2332
2384	2326	2361	2302,68	2292	2236	2379	2298	2441	2369	2369
2476	2416	2453	2392,96	2411	2352	2471	2386	2534	2461	2461
2673	2608	2635	2570,18	2605	2541	2668	2577	2731	2652	2653
2737	2670	2702	2635,93	2623	2559	2722	2629	2783	2702	2704
2894	2823	2863	2793,09	2817	2748	2887	2788	2949	2863	2876
3152	3075	3116	3039,41	3070	2995	3144	3037	3204	3110	3093
2210	2156	2188	2134	2158	2105	2223	2141	2267	2201	2204
+2.5%		+2.5%		+2.5%		+3.5% à +4.07%		+3%		+2.5%
01/01/24	01/05/23	01/01/24	01/05/23	01/01/24	01/01/23	07/02/24	01/01/23	01/01/24	01/09/23	01/01/24
11/06/24	17/07/23	05/06/24	21/08/23	05/06/24	14/08/23	11/06/24	03/07/23	02/07/24		05/06/24
29/02/24	09/05/23	06/02/24	24/05/23	19/02/24	05/05/23	01/01/24	10/03/23	26/03/24	13/09/23	13/02/24
										06/06/23

Niveau-Echelon	8-1	8-2	8-3	9-1	9-2	10-1	10-2
Accord 02/24	31710	39510	41915	46740	54145	62635	68670
Salaire 02/23	30785	38360	40695	45380	52570	60810	66670
Salaires	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%

SUDOKU

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chacun ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

6	1	5	3	2	8	7	9	4
7	2	3	4	9	5	8	1	6
9	8	4	7	6	1	5	2	3
2	3	6	1	8	9	4	5	7
4	7	1	5	3	2	9	6	8
8	5	9	6	7	4	1	3	2
3	4	8	9	5	6	2	7	1
5	6	2	8	1	7	3	4	9
1	9	7	2	4	3	6	8	5

solutions sudoku Echo n°96

	2			6	3	8	7	
		2	7	9				
3		4						
5				3		9		
	1			4		6		
7		8				2		
				4			5	
		6	9	7				
6	2	5	3			8		

6				2	8			
9			3	8		6		4
					9		4	7
	2		4	1	8		6	
4		5				3		
				7	6	5	1	8
		3	6					9

MOTS MÉLANGÉS

Repérez dans la grille les mots de la liste.

R	S	E	R	D	A	R	D	T	R	P	E	C	H	E	E
U	C	R	E	L	I	E	E	E	S	M	S	O	A	N	O
E	U	D	U	C	N	S	T	C	S	A	I	Y	T	C	E
T	D	N	O	O	N	E	L	I	A	L	R	R	C	D	C
A	I	I	T	R	J	A	T	O	E	L	E	I	I	H	N
R	H	E	T	R	M	U	I	T	Q	M	P	P	S	U	E
R	C	P	R	E	O	E	O	F	E	U	U	M	P	T	C
A	R	E	U	C	U	H	U	T	T	T	E	A	E	A	E
N	A	R	S	T	E	R	S	R	S	S	E	R	P	R	R

- ALUNIR•ARCHIDUC•CLAMEUR•CORRECT•CUIR•DARD•DISLOQUER•DORMEUR•
- EDITEUR•ENTREMETS•FIANCEE•JETER•NAOS•NARRATEUR•NETTETE•
- OCCIPUT•PAUME•PECHE•PRES•PSYCHE•RAPPEL•RECENCE•
- REEMPLACER•REPEINDRÉ•RESEAU•SCOUTISME•
- SHORT•STUPIDE•TIERCE•TOUER•
- TSARISTE•UPERISE•



UN PESSIMISTE VOIT LA DIFFICULTÉ DANS CHAQUE OPPORTUNITÉ, UN OPTIMISTE VOIT L'OPPORTUNITÉ DANS CHAQUE DIFFICULTÉ.



TUILLES & BRIQUES

SALAIRES 2024

IDCC : 1170 Convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques (CCNTB)

OUVRIERS, ETAM

Groupes	Accord 06/24	Accord 06/23	+	Accord 26/06/24									
	NIVEAU A	NIVEAU A		B	NIVEAU B		C	NIVEAU C		D	NIVEAU D		Applicable 01/01/24
1	23018	22457	2,50%	23552	22978	2,50%	23646	23069	2,50%	24205	23615	2,50%	
2	24224	23633	2,50%	24902	24295	2,50%	25830	25200	2,50%	27018	26359	2,50%	
3	27070	26410	2,50%	27648	26974	2,50%	29017	28309	2,50%	30646	29899	2,50%	
4	30700	29951	2,50%	31550	30780	2,50%	33295	32483	2,50%	35660	34790	2,50%	
5	35709	34838	2,50%	37045	36141	2,50%	39854	38882	2,50%	43257	42202	2,50%	

CADRES

Coefficients Catégorie I: jeunes	Salaire mensuel accord 07/21	Salaire mensuel accord 10/20	+	Coefficients Catégorie II ⁽¹⁾ Position A, B et C	Salaire mensuel accord 07/21	Salaire mensuel accord 10/20	+	Coefficients Catégorie III	Salaire mensuel accord 07/21	Salaire mensuel accord 10/20	+
1 ^{re} année : 300	1895,75	1880,70	0,80%	366	2312,81	2294,45	0,80%	520	3285,96	3259,88	0,80%
2 ^e année : 322	2034,77	2018,62	0,80%	388	2451,83	2432,37	0,80%	542	3424,98	3397,80	0,80%
3 ^e année : 344	2173,79	2156,54	0,80%	410	2590,85	2570,29	0,80%	564	3564,00	3535,72	0,80%
				432	2729,87	2708,21	0,80%	586	3703,02	3673,63	0,80%
				454	2868,90	2846,13	0,80%	608	3842,04	3811,55	0,80%
				476	3007,92	2984,04	0,80%	630	3981,07	3949,47	0,80%
Valeur du point	6,319	6,269	0,80%	498	3146,94	3121,96	0,80%	652	4120,09	4087,39	0,80%

Accord	07/07/21
Applicable	01/01/21
Étendu	10/12/21

Aucun nouvel accord
n'a été remonté
depuis l'accord du
07/07/21.



CHAUX SALAIRE 2024

IDCC : 3227 Convention collective nationale des industries de la fabrication de la chaux

Accord	27/02/24
Applicable	01/01/24
Étendu	/

OUVRIERS

Coefficient	Salaire mensuel accord 02/24	Salaire mensuel accord 02/23	+
130	1995,59	1937,47	3,00%
145	2032,39	1973,20	3,00%
155	2056,97	1997,06	3,00%
160	2069,23	2008,97	3,00%
170	2093,79	2032,81	3,00%
185	2182,19	2118,64	3,00%
205	2405,35	2335,30	3,00%

ETDAM

Coefficient	Salaire mensuel accord 02/24	Salaire mensuel accord 02/23	+
150	22795,72	22131,77	3,00%
155	23003,26	22333,27	3,00%
160	23240,44	22563,54	3,00%
165	23507,30	22822,63	3,00%
170	23803,42	23110,12	3,00%
175	24129,73	23426,93	3,00%
180	24485,34	23772,18	3,00%
185	24870,79	24146,40	3,00%
190	25286,04	24549,56	3,00%
195	25730,98	24981,54	3,00%
200	26205,36	25442,10	3,00%
205	26709,02	25931,09	3,00%
210	27242,71	26449,24	3,00%
215	27806,03	26996,15	3,00%
220	28389,33	27562,45	3,00%
225	29012,12	28167,11	3,00%
230	29664,59	28800,58	3,00%
235	30346,34	29462,47	3,00%
240	31057,36	30152,78	3,00%
250	31826,95	30899,96	3,00%

CADRES

Coefficient	Salaire mensuel accord 02/24	Salaire mensuel accord 02/23	+
260	37796,49	36695,63	3,00%
270	39249,95	38106,75	3,00%
280	40703,38	39517,85	3,00%
300	43611,65	42341,41	3,00%
305	44338,37	43046,97	3,00%
325	47245,29	45869,22	3,00%
400	58148,84	56455,19	3,00%



CÉRAMIQUES

IDCC : 1558 Convention collective nationale relative aux conditions de travail du personnel des industries céramiques de France

IDCC : 1800 Convention collective nationale du personnel de la céramique d'art (annexée à la convention collective nationale relative aux conditions de travail du personnel des industries céramiques de France 1558)

OUVRIERS ET ETAM

Niveau	Nombre de points	Salaire mensuel	Salaire mensuel	+	Accord	30/04/24
NA E1	1	1775,24	1747,23	1,60%	Applicable	23/07/24
E2	7	1782,68	1754,61	1,60%	Étendu	01/05/24
NB E1	15	1792,60	1764,45	1,60%		
E2	25	1805,00	1776,75	1,59%		
E3	35	1817,40	1789,05	1,58%		
NC E1	45	1829,80	1801,35	1,58%		
E2	65	1854,60	1825,95	1,57%		
E3	95	1891,80	1862,85	1,55%		
E4	135	1941,40	1912,05	1,54%		
ND E1	175	1991,00	1961,25	1,52%		
E2	225	2053,00	2022,75	1,50%		
E3	275	2115,00	2084,25	1,48%		
E4	325	2177,00	2145,75	1,46%		
NE E1	385	2251,40	2219,55	1,43%		
E2	445	2325,80	2293,35	1,41%		
E3	505	2400,20	2367,15	1,40%		
E4	565	2474,60	2440,95	1,38%		
NF E1	635	2561,40	2527,05	1,36%		
E2	705	2648,20	2613,15	1,34%		
E3	775	2735,00	2699,25	1,32%		

CADRES

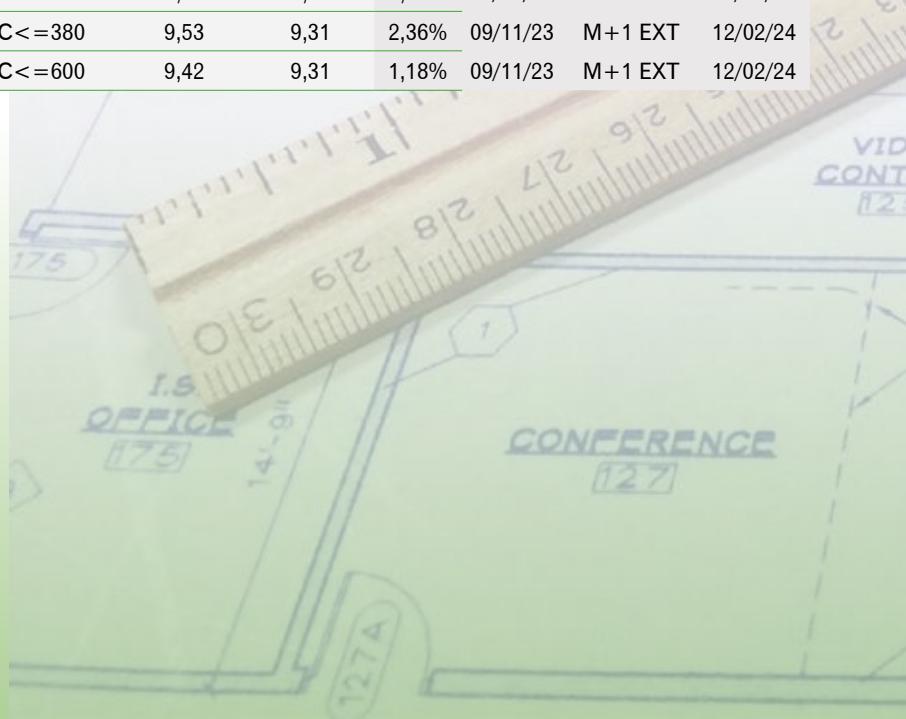
Niveau	Nombre de points	Montant	Forfait jour	Forfait jour	Forfait jour	+
NG E1	705	31778,40	31357,80	34002,89	33552,85	1,34%
NG E2	845	33861,60	33424,20	36231,91	35763,89	1,31%
H	1155	38474,40	37999,80	42321,84	41799,78	1,25%
I	1716	46822,08	46280,16	51504,29	50908,18	1,17%
J	2475	58116,00	57483,00	63927,60	63231,30	1,10%



CADRE DE VIE SALAIRE 2024 Architectes

VALEUR DU POINT A->I

	Coef.	Valeur du point	Accord précédent	+	Accord	Application	Extension
ALSACE		8,89	8,67	2,54%	24/11/23	M+1 EXT	12/02/24
AQUITAINE		9,06	8,83	2,60%	20/11/23	M+1 EXT	12/02/24
AUVERGNE		8,99	8,77	2,51%	04/12/23	M+1 EXT	12/02/24
BASSE-NORMANDIE	200<C<=280	9,07	8,74	3,78%	18/12/23	M+1 EXT	22/02/24
	300<C<=380	8,96	8,74	2,52%	18/12/23	M+1 EXT	22/02/24
	400<C<=600	8,86	8,74	1,37%	18/12/23	M+1 EXT	22/02/24
BOURGOGNE		8,99	8,77	2,51%	30/11/23	M+1 EXT	12/02/24
BRETAGNE	200<C<=280	9,01	8,66	4,04%	27/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	300<C<=380	8,88	8,66	2,54%	27/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	400<C<=600	8,78	8,66	1,39%	27/11/23	M+1 EXT	12/02/24
CENTRE VAL-DE-LOIRE		8,9	8,67	2,65%	18/12/23	M+1 EXT	22/02/24
CHAMPAGNE-ARDENNE		8,83	8,61	2,56%	21/11/23	M+1 EXT	12/02/24
CORSE		9,00	8,77	2,62%	22/12/23	M+1 EXT	22/02/24
FRANCHE-COMTÉ		9,00	8,78	2,51%	28/11/23	M+1 EXT	12/02/24
GUADELOUPE	200<C<=280	8,89	8,57	3,73%	20/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	300<C<=380	8,79	8,57	2,57%	20/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	400<C<=600	8,69	8,57	1,40%	20/11/23	M+1 EXT	12/02/24
GUYANE	200<C<=280	8,89	8,52	4,34%	24/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	300<C<=380	8,79	8,52	3,17%	24/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	400<C<=600	8,69	8,52	2,00%	24/11/23	M+1 EXT	12/02/24
HAUTE-NORMANDIE	200<C<=280	9,07	8,37	8,36%	18/12/23	M+1 EXT	22/02/24
	300<C<=380	8,96	8,37	7,05%	18/12/23	M+1 EXT	22/02/24
	400<C<=600	8,86	8,37	5,85%	18/12/23	M+1 EXT	22/02/24
ILE-DE-FRANCE - Zone 1 (75, 92, 93, 94)	200<C<=280	9,64	9,31	3,54%	09/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	300<C<=380	9,53	9,31	2,36%	09/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	400<C<=600	9,42	9,31	1,18%	09/11/23	M+1 EXT	12/02/24





VALEUR DU POINT I->R

IDCC : 2332 Convention collective nationale des entreprises d'architecture

	Coef.	Valeur du point	Accord précédent	+	Accord	Application	Extension
ILE-DE-FRANCE - Zone 2 (77, 78, 91, 95)	200<C<=280	9,54	9,22	3,47%	09/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	300<C<=380	9,44	9,22	2,39%	09/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	400<C<=600	9,33	9,22	1,19%	09/11/23	M+1 EXT	12/02/24
LANGUEDOC-ROUSSILLON	C<320	8,89	8,57	3,73%	12/12/23	M+1 EXT	12/02/24
LANGUEDOC-ROUSSILLON	C>=320	8,73	8,53	2,34%	12/12/23	M+1 EXT	12/02/24
LIMOUSIN		9,25	9,03	2,44%	19/12/23	M+1 EXT	22/02/24
LORRAINE		8,91	8,62	3,36%	29/09/23	01/01/2024	12/12/23
MARTINIQUE	200<C<=280	8,89	8,57	3,73%	22/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	300<C<=380	8,79	8,57	2,57%	22/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	400<C<=600	8,69	8,57	1,40%	22/11/23	M+1 EXT	12/02/24
MIDI-PYRÉNÉES							
Sauf communauté urbaine de Toulouse	<= 320	8,94	8,69	2,88%	11/12/23	M+1 EXT	22/02/24
Sauf communauté urbaine de Toulouse	> 320	8,75	8,55	2,34%	11/12/23	M+1 EXT	22/02/24
Communauté urbaine de Toulouse	<= 320	9,04	8,79	2,84%	11/12/23	M+1 EXT	22/02/24
Communauté urbaine de Toulouse	> 320	8,86	8,66	2,31%	11/12/23	M+1 EXT	22/02/24
NORD-PAS DE CALAIS		8,87	8,27	7,26%	11/12/23	M+1 EXT	12/02/24
PAYS DE LA LOIRE	200<C<=280	9,10	8,75	4,00%	10/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	300<C<=380	8,99	8,75	2,74%	10/11/23	M+1 EXT	12/02/24
	400<C<=600	8,87	8,75	1,37%	10/11/23	M+1 EXT	12/02/24
PICARDIE		8,72	8,51	2,47%	20/11/23	M+1 EXT	12/02/24
POITOU CHARENTE		8,83	8,61	2,56%	15/12/23	M+1 EXT	22/02/24
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR		8,97	8,75	2,51%	04/12/23	M+1 EXT	22/02/24
REUNION		8,65	8,52	1,53%	08/12/23	M+1 EXT	22/02/24
RHÔNES-ALPES (01-73-74-69-38)		8,90	8,68	2,53%	14/11/23	01/02/2024	15/01/24
RHÔNES-ALPES (07-26-42)		9,01	8,79	2,50%	14/11/23	01/02/2024	15/01/24
MOYENNE		8.97	8.71	2.96%			

Syndicat

Fédération BATI-MAT-TP

Géomètres

Accord	10/01/24
Applicable	14/03/24
Étendu	01/04/24

IDCC : 2543 Convention collective nationale des cabinets ou entreprises de géomètres experts, géomètres topographes photogrammètriques, experts-fonciers

MINIMA SALAIRE MENSUEL

Niveau/ Echelon	Échelons	Coefficient	Accord 01/24	Accord 02/23	+
I 1		200	1766,92	1747,20	1,13%
II 1	Échelon 1	236	1820,00	1770,00	2,82%
II 2	Échelon 2	259	1950,53	1900,53	2,63%
II 3	Échelon 3	281	2075,38	2025,38	2,47%
III 1	Échelon 1	306	2217,26	2167,26	2,31%
III 2	Échelon 2	364	2546,42	2469,42	3,12%
III 3	Échelon 3	450	3034,49	2984,49	1,68%
IV 1		600	3282,99	3232,99	1,55%
IV 2		690	3679,87	3629,87	1,38%
IV 3		790	4120,85	4070,85	1,23%
V 1		900	4605,92	4555,92	1,10%

CONSULTER NOTRE SITE :



Économistes

Accord	10/01/24
Applicable	30/03/24
Étendu	01/04/24

IDCC : 3213 Convention collective nationale des collaborateurs salariés des entreprises d'économistes de la construction et des métreurs-vérificateurs

MINIMA SALAIRE MENSUEL ETAM ET CADRE

Niveau	National Accord 01/24	Accord 02/23	+	Ile-de-France Accord 01/24	Accord 02/23	+
A1	1819,25	1774,88	2,50%	1897,44	1851,16	2,50%
A2	1966,81	1918,84	2,50%	2094,56	2043,47	2,50%
B	2231,40	2176,97	2,50%	2345,38	2288,17	2,50%
C	2468,13	2407,93	2,50%	2591,97	2528,75	2,50%
D	2803,49	2735,11	2,50%	2941,59	2869,84	2,50%
E	3050,09	2975,69	2,50%	3212,29	3133,94	2,50%
F	3377,78	3295,40	2,50%	3565,19	3478,24	2,50%
G	3864,00	3666,00	5,40%	3973,45	3895,54	2,00%
H	3915,82	3839,04	2,00%	4175,72	4093,84	2,00%
I	4622,65	4532,01	2,00%	4877,11	4781,48	2,00%

CONSULTER NOTRE SITE :



Eau

IDCC : 2147 Convention collective nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement (entreprises en gérance, en concession ou en affermage assurent l'exploitation, le service, le pompage, le traitement et la distribution d'eau à usage public, particulier, domestique, agricole)

MINIMA SALAIRE ANNUEL

Groupes	Accord 14/03/23	Accord 04/07/22	+
Groupe I	22 082,00 €	22 082,00 €	5,90%
Groupe II	22 886,00 €	22 886,00 €	5,90%
Groupe III	24 395,00 €	24 395,00 €	5,90%
Groupe IV	25 507,00 €	25 507,00 €	5,90%
Groupe V	29 884,00 €	29 884,00 €	5,90%
Groupe VI	38 916,00 €	38 916,00 €	5,90%
Groupe VII	53 280,00 €	53 280,00 €	5,90%
Groupe VIII	63 013,00 €	63 013,00 €	5,90%

Aucun nouvel accord
n'a été remonté
depuis l'accord du
01/01/23.

CONSULTER NOTRE SITE :



Accord 14/03/23
Applicable 01/03/23
Étendu 03/05/23

Industrie et service Nautique

IDCC : 3236 Convention collective nationale de l'industrie et des services nautiques

MINIMA SALAIRE MENSUEL

Niveau	Échelon	Coefficient	Accord 03/24	Accord 03/23	+	Cat.
I	1	35	1772,92	1729,32	2,52%	Ouvriers/employés
	2	38	1782,94	1734,88	2,77%	Ouvriers/employés
II	1	42	1792,98	1742,96	2,87%	Ouvriers/employés
	2	47	1803,96	1753,63	2,87%	Ouvriers/employés
	3	53	1827,43	1776,45	2,87%	Ouvriers/employés
III	1	59	1850,88	1799,24	2,87%	Ouvriers/employés
	2	66	1878,24	1825,84	2,87%	Ouvriers/employés
	3	75	1892,57	1839,77	2,87%	Ouvriers/employés
IV	1	66	1886,15	1832,10	2,95%	Techniciens
	2	75	1909,25	1854,54	2,95%	Techniciens
V	1	89	1957,93	1903,31	2,87%	Techniciens et AM
	2	115	2053,10	1995,82	2,87%	Techniciens et AM
VI	1	164	2238,77	2176,31	2,87%	Techniciens et AM
	2	220	2433,90	2366,00	2,87%	Techniciens et AM
VII	1	-	2250,51	2168,12	3,80%	Ingénieurs et cadres
	2	-	2456,23	2366,31	3,80%	Ingénieurs et cadres
	3	-	3602,14	3525,50	2,17%	Ingénieurs et cadres
	4	-	5012,61	4905,95	2,17%	Ingénieurs et cadres

CONSULTER NOTRE SITE :



Accord 01/03/24
Applicable 01/03/24
Étendu 13/05/24

Matériaux de construction

MINIMA SALAIRE ANNUEL - CADRES

Accord	30/01/24
Applicable	01/03/24
Étendu	/

Coefficients	350	380	410	450	490
Accord 01/24	31400,60	34092,08	36783,56	40372,20	43960,84
Accord 02/23	49343,80	53829,60	58315,40	61006,88	67287,00
+	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Coefficients	550	600	650	680	750
Accord 01/24	49343,80	53829,60	58315,40	61006,88	67287,00
Accord 02/23	49343,80	53829,60	58315,40	61006,88	67287,00
+	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%

Ciments

Accord	28/02/24
Applicable	13/05/24
Étendu	01/01/24



IDCC : 3233 Convention collective nationale de la branche de l'industrie de la fabrication des ciments

OUVRIERS ET ETDAM

Coefficients hiérarchiques	Salaire accord 02/24	Salaire horaire 02/24	Salaire accord 03/23	+
140	1800	11,82	1737	3,63%
150	1810	11,89	1747	3,61%
160	1822	11,97	1759	3,58%
170	1834	12,05	1770	3,62%
180	1848	12,14	1784	3,59%
190	1866	12,26	1801	3,61%
205	1938	12,73	1871	3,58%
215	2031	13,34	1960	3,62%
225	2125	13,96	2051	3,61%
235	2220	14,58	2143	3,59%
245	2321	15,24	2240	3,62%
255	2498	16,41	2411	3,61%
270	2554	16,78	2465	3,61%
290	2746	18,04	2651	3,58%
310	2946	19,35	2844	3,59%
335	3185	20,92	3074	3,61%
360	3441	22,6	3321	3,61%
Date		01/24	01/23	
Point 100		6.1068 €	5.8946 €	
Prime de vacances		945,76 €	912,90 €	
Prime de panier		5.8625 €	5.6589 €	

INGÉNIEURS ET CADRES

Coefficients hiérarchiques	Salaire accord 02/24	Salaire mensuel 02/24	Salaire accord 03/23	+
185	1844	23972	20488	3,60%
210	2093	27209	23257	3,61%
230	2292	29796	25467	3,62%
250	2491	32383	27677	3,58%
270	2691	34983	29900	3,62%
290	2890	37570	32110	3,62%
310	3089	40157	34320	3,59%
330	3288	42744	36543	3,59%
350	3488	45344	38753	3,59%
360	3587	46631	39858	3,58%
370	3687	47931	40963	3,60%
380	3787	49231	42081	3,61%
390	3886	50518	43186	3,60%
400	3986	51818	44291	3,61%
600	5979	77727	66430	3,60%
Date		01/24	01/23	
Point 100		6.5441 €	6.3167 €	

IDCC : 3216 Convention collective nationale des salariés du négoce des matériaux de construction

MINIMA SALAIRE MENSUEL - OUVRIERS, ETAM

Coefficients	165	170	180	195	210	225	245
Accord 01/24	1800,00	1807,00	1821,24	1879,68	1938,12	1996,56	2074,48
Accord 02/23	1728,25	1735,25	1749,49	1807,93	1866,37	1924,81	2002,73
+	4,15%	4,13%	4,10%	3,97%	3,84%	3,73%	3,58%
Coefficients	250	270	290	310	330	350	
Accord 01/24	2093,96	2171,88	2249,80	2327,72	2405,64	2483,56	
Accord 02/23	2022,21	2100,13	2178,05	2255,97	2333,89	2411,81	
+	3,55%	3,42%	3,29%	3,18%	3,07%	2,97%	

HLM

PERSONNELS DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET FONDATIONS

IDCC : 2150 Convention collective nationale des personnels des sociétés anonymes et fondations d'HLM

MINIMA SALAIRE ANNUEL

Cotation	Coefficient	Accord 12/23	Accord 01/22	+
4 à 9	G1, EE, OE, EQ, OQ1	23799,96	21670,56	9,83%
10 à 12	G2, GQ, AQ, OQ2	25197,11	22947,11	9,81%
13 à 15	G3, GHQ, OHQ	26828,74	24953,74	7,51%
16 à 18	G4, GS, CE	29619,48	27819,48	6,47%
19 à 21	G5	37582,66	35882,66	4,74%
22 à 24	G6	38872,40	37172,40	4,57%
25 à 27	G7	39767,74	38067,74	4,47%
28 à 30	G8	45300,93	43600,93	3,90%
31 et 32	G9	63445,92	61745,92	2,75%

CONSULTER NOTRE SITE :



Accord	27/01/22
Applicable	01/01/22
Étendu	19/10/22

PERSONNELS DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

IDCC : 1588 Convention collective nationale du personnel des sociétés coopératives d'HLM (annexée à la convention collective nationale du personnel des Offices Publics de l'Habitat 3220)

MINIMA SALAIRE MENSUEL

Niveau	Accord 01/24	Accord 11/22	+
A1	1790,	1702,51	5,14%
A2	1880,49	1816,90	3,50%
A3	2004,87	1937,07	3,50%
A4	2212,88	2138,05	3,50%
A5	2411,82	2330,26	3,50%
A6	2657,51	2567,64	3,50%
A7	2898,29	2800,28	3,50%
A8	3060,37	2956,88	3,50%
A9	3243,34	3133,66	3,50%
A10	3548,1	3428,12	3,50%
Vendeurs avec commissions	1790	1702,51	5,14%
Annexe IV	1790	1702,51	5,14%

CONSULTER NOTRE SITE :



Accord	24/01/24
Applicable	01/01/24
Étendu	/

Pact-Arim

IDCC : 1278 Convention collective nationale des personnels PACT et ARIM -centres pour la protection l'amélioration et la conservation de l'habitat et associations pour la restauration immobilière- (annexée à la convention collective nationale de l'habitat et du logement accompagnés 2336)

IDCC : 2336 Convention collective nationale de l'habitat et du logement accompagnés

CONSULTER NOTRE SITE :

VALEUR DU POINT

Valeur du point	Accord 10/23	Accord 07/23	Accord 09/22	+
35 heures payées	1,96	1,941	1,941	0,98%
35 heures				
35 heures payées	2,18	2,1629	2,1629	0,79%
39 heures				

Accord	16/10/23
Applicable	25/01/24
Étendu	01/01/04

PARTIE FIXE

Partie fixe	Accord 10/23	Accord 07/23	Accord 07/23	+
35 heures payées	867,23	822,2351	787,2351	10,16%
35 heures				
35 heures payées	957,2	912,2047	877,2047	9,12%
39 heures				





Industrie du bois de pin maritime des forêts de Gascogne

Accord	08/11/22
Applicable	01/12/22
Étendu	/

Aucun nouvel accord n'a été remonté depuis l'accord du 08/11/22.

IDCC : 172 Convention collective interrégionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne (Charente, Aquitaine) (annexée à la convention collective nationale du travail mécanique du bois, des scieries, du négoce et de l'importation des bois 0158)

OUVRIERS

Classifications		Salaire accord 11/22	Salaire accord 04/21	+
Niveau 1	O1	1679	1555	7,97%
Niveau 2	O2	1696	1580	7,34%
	O3	1710	1585	7,89%
Niveau 3	O4	1719	1592	7,98%
	O5	1740	1611	8,01%
Niveau 4	O6	1765	1660	6,33%
	O7	1874	1730	8,32%
Niveau 5	O8	2063	1848	11,63%
	O9	2075	1953	6,25%

ACT

Classifications		Salaire accord 11/22	Salaire accord 04/21	+
Niveau 1	ACT 1	1679	1555	7,97%
Niveau 2	ACT 2	1710	1580	8,23%
	ACT 3	1719	1587	8,32%
Niveau 3	ACT 4	1745	1602	8,93%
	ACT 5	1769	1650	7,21%
Niveau 4	ACT 6	1874	1756	6,72%
	ACT 7	1992	1811	9,99%
Niveau 5	ACT 8	2126	1933	9,98%
	ACT 9	2252	2047	10,01%

AM

Classifications	Salaire accord 11/22	Salaire accord 04/21	+
Niveau AM 1	1948	1873	4,00%
Niveau AM 2	2097	1960	6,99%
Niveau AM 3	2250	2083	8,02%
Niveau AM 4	2448	2225	10,02%
Niveau AM 5	2574	2340	10,00%

CADRES

Classifications	Salaire accord 11/22	Salaire accord 04/21	+
Niveau C1	2782	2529	10,00%
Niveau C2	3483	3255	7,00%
Niveau C3	4013	3822	5,00%
Niveau C4	4604	4385	4,99%



Bois

SALAIRES 2024

Fabrication de l'ameublement

Accord	11/07/24
Applicable	01/09/24
Étendu	/

IDCC : 1411 Convention collective nationale de la fabrication de l'ameublement

■ AGENTS D'ENCADREMENT

Coefficient	Salaire accord 07/24	+	Salaire accord 11/23	+	Salaire accord 12/22
300	1803	3,15%	1748	2,22%	1710
330	1830	2,75%	1781	3,25%	1725
365	1879	2,79%	1828	2,35%	1786
385	1928	2,50%	1881	2,12%	1842
425	2034	2,47%	1985	2,06%	1945
500	2169	2,02%	2126	2,11%	2082
640	2637	1,97%	2586	2,13%	2532

■ CADRES

Catégorie	Salaire accord 07/24	+	Salaire accord 11/23	+	Salaire accord 12/22
C 11	2452	1,49%	2416	2,03%	2368
C 12	2683	1,51%	2643	2,01%	2591
C 13	2867	1,49%	2825	2,02%	2769
C 21	3295	1,51%	3246	2,01%	3182
C 22	3512	1,50%	3460	2,00%	3392
C 23	3802	1,49%	3746	2,02%	3672
C 31	4232	1,51%	4169	2,01%	4087
C 32	4511	1,48%	4445	2,02%	4357
C 33	4951	1,50%	4878	2,01%	4782

■ AGENTS DE PRODUCTION

Catégorie	Salaire accord 07/24	+	Salaire accord 11/23	+	Salaire accord 12/22
AP 11	1803	3,15%	1748	2,22%	1710
AP 21	1817	2,77%	1768	3,27%	1712
AP 22	1820	2,77%	1771	3,27%	1715
AP 31	1822	2,76%	1773	3,08%	1720
AP 32	1830	2,81%	1780	3,01%	1728
AP 41	1871	2,52%	1825	2,18%	1786
AP 42	1891	2,49%	1845	1,88%	1811
AP 43	1943	1,99%	1905	2,09%	1866
AP 51	2009	1,98%	1970	2,07%	1930
AP 52	2086	2,00%	2045	2,00%	2005

■ AGENTS FONCTIONNELS

Coefficient	Salaire accord 07/24	+	Salaire accord 11/23	+	Salaire accord 12/22
250	1803	3,15%	1748	2,22%	1710
260	1819	2,77%	1770	3,27%	1714
275	1824	2,76%	1775	3,26%	1719
300	1832	2,81%	1782	3,24%	1726
330	1842	2,50%	1797	3,22%	1741
365	1900	2,54%	1853	2,60%	1806
385	1916	1,97%	1879	2,34%	1836
425	2015	1,97%	1976	2,07%	1936
450	2050	1,99%	2010	3,82%	1936
475	2117	1,97%	2076	2,06%	2034



& Industrie des panneaux à base de bois

Accord	11/07/24
Applicable	01/09/24
Étendu	/

IDCC : 2089 Convention collective nationale de l'industrie des panneaux à base de bois

■ OUVRIERS DE FABRICATION

Coefficient	Salaire accord 07/24	Salaire accord 11/23	+
125	1803	1748	3,15%
135	1818	1782	2,02%
145	1823	1787	2,01%
155	1826	1791	1,95%
165	1830	1794	2,01%
175	1834	1798	2,00%
190	1837	1801	2,00%

■ OUVRIERS D'ENTRETIEN

Coefficient	Salaire accord 07/24	Salaire accord 11/23	+
145	1803	1765	2,15%
165	1807	1772	1,98%
175	1811	1775	2,03%
195	1846	1810	1,99%
205	1892	1855	1,99%
225	1939	1901	2,00%

■ AGENTS DE MAÎTRISE

Coefficient	Salaire accord 07/24	Salaire accord 11/23	+
190	1803	1748	3,15%
220	1926	1888	2,01%
250	2070	2039	1,52%
290	2328	2294	1,48%
335	2584	2546	1,49%

■ EMPLOYÉS ET TECHNICIENS

Coefficient	Salaire accord 07/24	Salaire accord 11/23	+
125	1803	1748	3,15%
145	1823	1787	2,01%
155	1826	1791	1,95%
175	1834	1798	2,00%
185	1843	1803	2,22%
205	1929	1900	1,53%
240	2036	2006	1,50%
280	2326	2291	1,53%
325	2577	2539	1,50%

■ CADRES

Coefficient	Salaire accord 07/24	Salaire accord 11/23	+
300	2350	2315	1,51%
370	2843	2801	1,50%
450	3383	3333	1,50%
540	4009	3950	1,49%
650	4811	4740	1,50%
800	5797	5711	1,51%



Bois SALAires 2024

Aucun nouvel accord n'a été remonté depuis
l'accord du 15/06/23.

S'APPLIQUE AUX ENTREPRISES RELEVANT DES ACTIVITÉS SUIVANTES

Activités	Code NAF
Production de charbon de bois à usage domestique non liée à la valorisation de jus pyrolygneux	20.14Z
Bois de placages, placages tranchés et déroulés	16.10A et 16.21Z
Sciage et rabotage du bois	16.10A
Importation de bois du Nord, de bois tropicaux et américains défini comme étant le commerce de gros de bois et dérivés dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux, lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	46.73A
Fabrication d'objets en Liège – travail du Liège : dalles, bouchons, agglomérés	16.29Z
Commerce de gros de Liège et produits en Liège	46.49Z
Commerce de gros d'ouvrages en Liège	46.49Z
Fabrication de parquets et lambris en lames	16.10A
Fabrication de parquets assemblés en panneaux	16.22.Z
Fabrication de baguettes, moulures	16.10A
Panneaux de fibragglos	23.65Z
Fabrication et imprégnation industrielle de traverses en bois pour voies ferrées et de poteaux de lignes, en bois	16.10A
Séchage et imprégnation industrielle de tous bois extérieurs et intérieurs	16.10B
Imprégnation et traitement chimique à façon des charpentes et matériaux annexes dans la construction existante en vue de leur préservation	16.10B
Fabrication d'ouvrages de Tonnellerie	16.24Z
Fabrication d'emballages industriels en bois, conditionnement de biens d'équipement	16.24Z
Fabrication d'emballages légers en bois : cageots, cagettes et emballages similaires en bois, y compris les boîtes à fromage	16.24Z
Fabrication de palettes, caisses palettes et plateaux de chargement de bois	16.24Z
Fabrication de Tourets	16.24Z
Fabrication d'objets divers en bois tels que notamment manches et montures pour outils, échelles, cintres et autres formes en bois (à l'exclusion des formes en bois destinées à l'industrie de la chaussure et des articles chaussants), bois multiplis, multiformes, portes manteaux et ustensiles ménagers, coffrets, bobines et articles en bois tournés, articles d'ornement et marqueterie, tabletterie, et à l'exclusion de la fabrication de cercueils, la fabrication d'enveloppes en bois pour matériel électroacoustique audiovisuel, hi-fi, machines à coudre, la fabrication de cages et cadres d'horlogerie, la fabrication de bois pour luminaires	16.29Z
Fabrication de fibre de bois	16.10A
Fabrication de farine de bois	16.10A
Fabrication d'articles de pêche (cannes et lignes pour la pêche de loisirs	32.30Z

Travail mécanique du bois, des scieries, du négoce et de l'importation des bois

IDCC : 158 Convention collective nationale du travail mécanique du bois, des scieries, du négoce et de

Accord	15/06/23
Applicable	01/07/23

OUVRIERS DE FABRICATION

Niveau	Echelon	Coefficient	Salaire accord 06/23	Salaire accord 11/22	+
I	AB	100	1748	1679	4,11%
II	C	105	1749	1681	4,05%
	D	110	1751	1683	4,04%
III	E	115	1762	1694	4,01%
	F	125	1775	1706	4,04%
	G	135	1805	1735	4,03%
IV	H	150	1821	1759	3,52%
	I	170	1934	1874	3,20%
	J	200	2125	2063	3,01%

CADRES

Niveau	Coefficient	Salaire accord 06/23	Salaire accord 11/22	+
C1	280	2615	2549	2,59%
C2	360	3141	3062	2,58%
C3	420	3531	3441	2,62%
C4	460	3795	3699	2,60%
C5	480	3925	3826	2,59%
C6	510	4124	4019	2,61%
C7	550	4385	4274	2,60%
C8	600	4713	4594	2,59%

AGENTS DE MAÎTRISE

Niveau	Echelon	Coefficient	Salaire accord 06/23	Salaire accord 11/22	+
AM 1		190	2057	1995	3,11%
AM 2	1	230	2295	2230	2,91%
	2	270	2557	2492	2,61%
AM 3	1	320	2880	2807	2,60%
	2	370	3208	3127	2,59%

PERSONNEL ADMINISTRATIF, COMMERCIAL ET TECHNIQUE

Niveau	Echelon	Coefficient	Salaire accord 06/23	Salaire accord 11/22	+
ACT 1		100	1748	1679	4,11%
ACT 2	1	110	1751	1683	4,04%
	2	120	1770	1701	4,06%
ACT 3	1	135	1805	1735	4,03%
	2	150	1821	1759	3,52%
ACT 4		170	1934	1874	3,20%
ACT 5	1	190	2057	1995	3,11%
	2	210	2181	2117	3,02%
ACT 6	1	240	2363	2298	2,83%
	2	270	2557	2492	2,61%
ACT 7	1	320	2880	2807	2,60%
	2	370	3208	3127	2,59%

• INFOS PRATIQUES • CHIFFRES ET INDICES AU 1ER OCTOBRE 2024 •

SALAIRES & FRAIS PROFESSIONNELS

- S.M.I.C

(Montants du SMIC brut au 1er Janvier 2024)

SMIC	Montant
SMIC horaire brut :	11,65 €
SMIC journalier brut (7 heures) :	81,55 €
SMIC mensuel brut pour 35 heures hebdomadaires :	1766,92 €
SMIC mensuel brut pour 39 heures hebdomadaires (avec la majoration de 25%)	2019,33 €
SMIC annuel brut (base 35 heures hebdomadaires) :	21203,04 €

Au 1er mai 2023, une nouvelle revalorisation de 2,22% fait passer le smic de 11,27€ à 11,52€.

Au 1er janvier 2024, ce taux horaire est passé de 11,52 euros à 11,65 euros, soit une augmentation du bruts mensuels de 1,13%.

- Apprentis

La grille de rémunération d'un apprenti en fonction de son âge et son ancienneté dans l'entreprise. En fonction de ce barème, vous pourrez calculer le taux horaire, en divisant le salaire concerné par le nombre d'heures mensuel.

Âge de l'apprenti	1ere Année	2e Année	3e Année
- de 18 ans	27%	39%	55%
18 ans à 20 ans	43%	51%	67%
21 ans à 25 ans	53%	61%	78%
26 ans et plus	100%	100%	100%

Sauf dispositions conventionnelles plus avantageuses dans le BTP

- Avantages en nature

Montants au 1er janvier 2024

1 repas : 5,35 € - 2 repas : 10,70 €

- Minimum garanti

Le montant minimum garanti s'élève à 4,15 euros.

- Plafond de sécurité sociale

Montant du plafond de la sécurité sociale du 01/01/2024 au 31/12/2024

Nature du plafond :	Plafond :
Plafond annuel	46 368 €
Plafond trimestriel	11 592 €
Plafond mensuel (PMSS)	3 864 €
Plafond hebdomadaire	892 €
Plafond journalier	213 €
Plafond horaire	29 €

- Titres restaurant

Pour être exonérée des cotisations de Sécurité sociale, la contribution patronale au financement des titres-restaurant doit être comprise entre 50 et 60 % de la valeur du titre. Reste donc à la charge du salarié entre 40 % et 50 % de la valeur du ticket.

Montants au 1er janvier 2024

Exonération maximale de la participation patronale : 7,18 €

La valeur du titre-restaurant ouvrant droit à l'exonération maximale est comprise entre 11,97 € et 14,36 €.

- Frais professionnels

Frais de logement

Repas	Logement et petit déjeuner		
	Partis et départements des Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94)	Autres départements	
Pour les 3 premiers mois	20,70 €	74,30 €	55,10 €
Au-delà du 3 ^e mois et jusqu'au 24 ^e mois	17,60 €	63,20 €	46,80 €
Au-delà du 24 ^e mois et jusqu'au 72 ^e mois	14,50 €	52,00 €	38,60 €
Nature de l'indemnité :	Plafond :		
1. Indemnité de restauration sur le lieu de travail :			
Salarié contraint de prendre une restauration sur son lieu de travail effectif en raison de conditions particulières d'organisation ou d'horaires de travail (ex : travail en équipe, travail posté, travail continu, travail de nuit, travail en horaire décalé)			7,30 €
2. Frais de repas engagés par les salariés en situation de déplacement :			
Salarié contraint de prendre son repas au restaurant	20,70 €		
Salarié non contraint de prendre son repas au restaurant		10,10 €	

INDEMNITÉS & ARRÊT DE TRAVAIL

- Maternité ou paternité

(indemnité journalière maximale) : 100,36 €

- Accident du travail

Quel est le barème d'indemnisation pour accident du travail ?

Date de l'indemnisation	Pourcentage du salaire	Montant maximum
28 premiers jours suivant l'arrêt de travail	60 % du salaire journalier de base	232,03 €
À partir du 29 ^e jour d'arrêt de travail	80 % du salaire journalier de base	309,37 €

(1) Si l'arrêt de travail se prolonge au-delà de 3 mois, le montant de l'indemnité journalière peut être revalorisée en cas d'augmentation générale des salaires.

(2) Le salaire journalier de base est égal au montant de la dernière paie divisé par 30,42.

- Maladie

Les indemnités journalières (IJ) versée par le régime de l'assurance maladie sont égales à 50 % du salaire journalier de base dans la limite de 52,28 €.

Si vous êtes payé au mois, votre salaire journalier de base est égal au total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25.

CHÔMAGE, RÉINSERTION, RETRAITE ...

- Allocation d'aide au retour à l'emploi

Montant de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (- de 50 ans) :

L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est calculée à partir des anciens salaires, y compris les primes. Seuls les salaires soumis aux contributions de Pôle Emploi sont retenus. Les indemnités liées à la perte de l'emploi ne sont pas intégrées dans le salaire de référence.

	Montant Journalier
Partie fixe (ARE)	13,11 €
Allocation minimale (ARE)	31,97 €
Seul minimal ARE Formation	22,88 €

- Aides à la formation

Pôle emploi peut financer, sous certaines conditions, une formation professionnelle nécessaire à la reprise d'un emploi pour le demandeur d'emploi. Cependant, en cas d'absences non justifiées à la formation, des retenues peuvent être prévues.

- Compte personnel de formation (CPF)
- Allocation d'aide au retour à l'emploi formation (Aref)
- Rémunération de fin de formation (RFF)

- Aides à la création ou la reprise d'entreprise

Pôle emploi peut verser, sous conditions, des aides financières à un demandeur d'emploi qui crée ou reprend une entreprise : Arce, Acre, Nacre et Cape.

- Arce : versement anticipé des allocations chômage
- Acre : exonération partielle de charges sociales
- Nacre : accompagnement du demandeur d'emploi
- Cape : créer ou reprendre une société par un porteur de projet

- Aides à la reprise d'activité

Pour faciliter son insertion professionnelle, un demandeur d'emploi peut, sous certaines conditions, bénéficier d'aides à la reprise d'activité attribuées par Pôle emploi. Ce dossier ne détaille pas les règles spécifiques relatives à Mayotte.

- Allocation de solidarité spécifique (ASS)
- Aide à la garde d'enfants pour parents isolés (Agepi)
- Aide à la mobilité, bon de transport et de réservation SNCF
- Aide au permis de conduire B

- Pension de retraite

Les pensions de retraite des régimes de bases sont revalorisées de 5,3% au 1er Janvier 2024.

AIDANTS

- Allocation de solidarité aux personnes agées (ASPA)

Au 1er Janvier 2024, le minimum vieillesse - est porté à 1012,02 € pour mois pour les personnes seules et à 1571,16 € par mois pour les couples.

- Allocation journalière de présence parentale (AJPP)

64,54 € / jour - 32,27 € / demi-journée

Complément mensuel de 126,20 € si dépenses liées >= au montant.

BARÈME DES PRESTATIONS FAMILIALES

- Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE)

- 448,42 € par mois en cas d'arrêt total d'activité ;
- 289,89 € par mois pour une réduction égale ou inférieure à 50% ;
- 167,22 € par mois pour une réduction comprise entre 50 et 80%.

À savoir : vous pouvez partager votre droit à la PreParE avec votre conjoint. Si vous choisissez le même mois, vous percevez maximum 448,42 € par mois.

- Allocation de rentrée scolaire (ARS)

Le montant qui vous est versé dépend de l'âge de l'enfant.

Montant de l'ARS pour la rentrée 2024/2025 selon l'âge de l'enfant :

Âge de l'enfant	Montant
6 à 10 ans	416,40 €
11 à 14 ans	439,38 €
15 à 18 ans	454,59 €

- Allocation de soutien familial (ASF)

Le montant du 1er avril 2024 est de :

195,86 € par enfant à charge si vous élevez seul votre enfant ;
261,06 € par enfant à charge si vous avez recueilli un enfant privé de l'aide de ses deux parents.

- Allocations familiales (AF)

148,52 euros maximum pour un couple avec deux enfants à charge
338,80 euros maximum pour un couple avec trois enfants à charge.
190,29 euros par enfant en plus.

Tranche 1

- Revenu de solidarité active (RSA)

Le montant du RSA versé à partir du 01/04/2024 a été revalorisé à hauteur de 635,71 euros. Ce montant de base varie en fonction de la composition du foyer.

Nombre d'enfants	Seul	Couple
0	635,71 €	953,57 €
1 enfant	953,57 €	1144,28 €
2 enfants	1144,28 €	1334,99 €
Par enfant en plus	+ 254,28 €	+ 254,28 €

Montant du RSA pour une mère isolée

Nombre d'enfants à charge	Montant du RSA
1 enfant à naître (femme enceinte)	816,32 €
1 enfant	1088,43 €
2 enfants	1360,54 €
Par enfant en plus	+ 272,10 €

- allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)

Ce complément vient s'ajouter au montant de base fixé à 149,26 euros. Son montant varie en fonction du niveau de handicap de l'enfant. Le montant de l'AEEH avec majoration pour personne isolée après la dernière augmentation figure dans le barème suivant.

Complément AEEH : barème des montants en fonction du niveau de handicap de l'enfant. Les Montant de l'AEEH incluent le complément.

Décision	Base	Avec Majoration
Allocation de base	149,26 €	/
Complément cat 1	261,21 €	/
Complément cat 2	452,45 €	513,08 €
Complément cat 3	578,35 €	662,31 €
Complément cat 4	814,26 €	1080,13 €
Complément cat 5	999,16 €	1339,66 €
Complément cat 6	1360,16 €	1859,25 €

- Prime de déménagement

Le montant de la prime de déménagement correspond aux frais engagés sans pouvoir excéder 1119,46 € pour une famille avec 3 enfants.

À ce plafond s'ajoute la somme de 93,29 € pour chaque enfant supplémentaire.

- Allocation journalière du proche aidant (AJPA)

64,54 € / jour - 32,27 / demi-journée

- Allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie (AJAP)

63,34 € Brut / jour - 21 jours maximums

Mme M. NOM:
Prénom:
Date de naissance: / /
Lieu de naissance :
Adresse personnelle:

Code postal: Ville:
Téléphone portable: / / /
Email (Obligatoire):

Nom et adresse de votre établissement:

Siret de l'entreprise :

Effectif de l'établissement (nombre approximatif) : salariés

Catégorie : Ouvrier/Employé
 Technicien/Agent de maîtrise
 Cadre (IAC)
Tarif réduit → Retraité Chômeur Étudiant/Apprenti

Fréquence de prélèvement:

Mensuel Trimestriel Semestriel Annuel

JOINDRE UN RIB POUR LE PRÉLÈVEMENT DES COTISATIONS

**Mandat de prélèvement
SEPA**

En signant ce formulaire, vous autorisez la Fédération BATI-MAT-TP CFTC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la Fédération BATI-MAT-TP CFTC. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque suivant les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Référence unique du mandat

(Rempli par votre syndicat CFTC)

(Code INARIC rempli par la CFTC)

Identifiant créancier :

Débiteur:

Votre Nom:

Créancier:

Votre adresse:

Nom:

Code postal: Ville:

Adresse:

Pays:

Code postal: Ville:

Pays: France

IBAN:

[16 cases]

Paiement:

BIC:

[16 cases]



Récurrent/répétitif

Ponctuel

A:

Le:

Signature

Nota : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque

Les données collectées par l'intermédiaire de ce formulaire font objet d'un traitement papier et informatisé par le responsable du traitement dans le but de prélever les sommes dues dans le cadre de votre adhésion. Elles sont conservées durant la durée strictement nécessaire à leur traitement et ne sont accessibles qu'aux structures ayant en charge leur traitement. Conformément à la loi Informatique et Libertés complétée par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en contactant votre délégué à la protection des données à l'adresse indiquée. Vous pourrez trouver des informations complémentaires sur le site de votre syndicat chargé de votre dossier.



Journal d'information trimestriel
Éditeur : Fédération BATI-MAT-TP CFTC
251 rue du faubourg Saint-Martin 75 010 PARIS
Tél. : 0144857346
Dépôt légal:
Octobre 2024 (4e trimestre 2024)
N° de commission paritaire:
1025 S 08098
ISSN : 1955-5105
Directeur de publication:
Michel CANOVAS

Imprimé par l'Imprimerie SharePoint
6 avenue du Général de Gaulle - 54320 MAXEVILLE

Toute reproduction totale ou partielle est subordonnée à l'autorisation écrite de la Fédération BATI-MAT-TP CFTC
Pour la publicité s'adresser à la rédaction.



Syndicat
cftc

Fédération BATI-MAT-TP

Fédération BATI-MAT-TP CFTC

251 RUE DU FAUBOURG SAINT-MARTIN 75010 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 44 85 73 46